

tribune libre

FAUTE
D'EMPIRE...

par

CLAUDE TERRIEN



PLON

CHAPITRE PREMIER

Trois hommes sur une locomotive.

Le 31 janvier 1962, j'avais été fidèle à mon rendez-vous avec les auditeurs d'Europe n° 1. 8 h 30 : j'étais là. Et le lendemain, j'y étais aussi. Toujours à 8 h 30, 1 647 m, grandes ondes, 8 minutes de « commentaires ». La veille (ce n'est même pas la peine d'aller vérifier), l'essentiel des commentaires avait dû porter sur l'Algérie. Le lendemain aussi. Hélas...

Entre-temps, j'avais parcouru 400 kilomètres. Avec la BB 16014. A bord de cette BB. Avec le mécanicien et le convoyeur. Paris - Lille - Paris en quatre heures. Des pointes de 137 km/h. J'espérais bien que l'aiguille du tachymètre dépasserait 137, mais non. Et, même, elle revenait vite à 125-120. L'extraordinaire, c'était de traverser les gares à cette vitesse-là. Extraordinaire aussi l'impression de surplomber la voie, d'avaler les rails comme deux interminables spaghettis. Extraordinaire aussi l'aise

des deux hommes. Pas la moindre ironie à mon égard. Ni non plus de méfiance. Nous n'étions pas des camarades. Nous nous donnions du Monsieur. Et pourtant il y avait une sorte de complicité entre nous.

Qu'est-ce que je faisais là ?

Et pourquoi, à Lille, aller voir marcher les loupiotes du poste d'aiguillage électronique ?

Journaliste, je savais bien que l'actualité était ailleurs. Qu'elle n'était pas dans cette entente tacite de trois hommes à bord de la BB. Hélas, elle était, l'actualité, toute de haine.

Alors pourquoi, depuis un an, étais-je descendu au fond du puits Saint-Charles, à Merlebach, étais-je allé à Hassi Messaoud, avais-je escaladé ce qui serait le noyau d'E.D.F. 2, à la centrale électrique atomique de Chinon ?

Qu'est-ce que j'ai vu encore ? A Boulogne et à Flins, les chaînes automatisées, moteurs ici et Dauphines là. A Saclay, Neptune, l'accélérateur de particules. Pourquoi — moi qui respire si mal — monter, descendre, aller, venir pour voir *France*, de fond en comble au Havre ?

Pourquoi suis-je allé à Tancarville ? Pourquoi chez Alstom, à Belfort ?

Et pourquoi tous ces endroits où je voulais aller, où je n'ai pas pu aller, pourquoi est-ce que j'en rêve ? Mines de fer. Mines de potasse. Barrages. Voir Caravelle naître sous un hangar. Lacq. Pompey,

ce haut fourneau (1/2 fois plus haut qu'une tour de Notre-Dame). Descendre, avec les péniches, la Seine, le Rhin. La raffinerie de Port-Jérôme. Quoi encore ? « Acier sur mer » (quel poète a trouvé ça ? — « Acier sur mer »), je veux dire Dunkerque. Tout ce que fait mon pays. Les maisons qui poussent par villes entières. L'agriculture mécanisée. Les autoroutes promises.

Pourquoi ?

Parce que je croyais que ce pays, d'une façon ou d'une autre, le drame politique qu'il vivait devait finir. Et alors ? Alors, ce serait son développement — sa grandeur, si vous voulez — économique et sociale qui compterait. Ce serait l'aventure industrielle, l'aventure technique qu'il aurait à offrir à 800 000 nouveaux enfants par an. Il n'y avait aucun doute possible : la vie de ce pays allait s'exprimer en termes de travail et de technique. Il fallait s'y préparer.

Réaction de journaliste, mais aussi réaction de citoyen, réaction patriotique. Faute de bleu, blanc, rouge, un peu partout dans le monde, eh bien ! que personne ne puisse entrer, quelque part, dans le monde, dans une usine, sans pouvoir lire sur le socle d'une machine : *Made in France*. En anglais ? Tant pis.

Oui, au premier abord, cela pouvait passer pour une sorte de patriotisme. Faute d'empire, la puissance. Faute de sujets, des clients.

Tout cela, à la fois, me poussait, me « travaillait », mais je ne me décidais pas encore. J'étais tout préoccupé par le drame algérien. Je n'ai pas cessé de l'être pour mille raisons. Je craignais de me tromper moi-même, de me leurrer, de me détourner de l'Algérie en m'attachant à autre chose. Dans une maison bien tenue, nul ne voit le travail de la ménagère. C'est l'absence de ce travail qui se voit. Si, sur le plan économique, tout allait bien, autant laisser courir. Si non, qui s'occuperait de la poussière sous les meubles dans la pièce où quelqu'un agonise ? Sans parler de drame, allons, n'était-ce pas secondaire ?

A ce moment-là, il y a, en gros, deux ans, le Président de la République en était encore à la formule qu'on lui prêta un jour : l'Intendance suivra. Ce qui signifiait : politique d'abord, l'économie ensuite.

Toutefois, depuis qu'on lui avait attribué cette réflexion, les temps avaient changé. Les partisans de l'intendance étaient de plus en plus nombreux (1). Ils ne pensaient pas seulement à l'Empire à remplacer. Ils pensaient aussi aux grands affrontements mondiaux. Pourquoi, disaient-ils, ne pas y devenir exemplaires ? Ni l'Ouest, ni l'Est n'ont si bien réussi que nous ne puissions faire mieux ou du moins,

(1) Et on leur avait déjà prêté l'oreille dès la constitution du Comité Rueff-Armand.

autrement. Or, dans cet affrontement qu'est-ce que l'Ouest opposait à l'Est et l'Est à l'Ouest, sinon des intendances ? Enfin, puisque, par une sorte de réflexe, d'instinct de conservation, l'Europe naissait et que, par bonheur, elle évitait d'être d'abord ce qui l'avait toujours divisée, à savoir politique, puisqu'elle avait trouvé plus facile d'être d'abord économique, d'abord « intendante », comment n'aurions-nous pas regardé du même côté qu'elle ? Empire, Est-Ouest, Europe, trois raisons de faire passer l'intendance à l'avant-garde. Ainsi raisonnaient d'abord les « technocrates », ensuite des hommes politiques.

Les hasards de ma vie de journaliste m'ont fait connaître alors un document qui venait d'être remis au Président de la République. C'était le 1^{er} mars 1961, pour être précis. Je ne crois pas avoir le droit de nommer les auteurs de ce document, ni de le recopier en son entier. Mais, certainement, je peux en résumer les grandes lignes. En citer une formule frappante, comme celle-ci tout au début des 7 feuillets et demi du document : « Au moment où la force d'expansion de la France est portée à un niveau jamais atteint, notre pays voit son espace se rétrécir... Voici l'échéance venue... Il faut proposer aux Français une grande tâche, à la mesure d'une vitalité retrouvée. »

Le document énumère ensuite les points faibles. Quelques exemples : 17 % de paysans alors qu'il y

en a 12 % en Allemagne ou aux États-Unis. Marseille : 20 millions de tonnes contre 74 pour Rotterdam ; 100 kilomètres d'autoroutes contre 2 300 en Allemagne ; 53 % de fermes de plus de cent ans ; 600 000 taudis.

Les plans ? Les plans ne suffisent pas. Il faut des objectifs d'enthousiasme à proposer à la nation : creuser le Rhin-Rhône, bâtir ou rebâtir des capitales régionales, faire vivre ces capitales en décentralisant, en transformant les super-préfets en exécutifs régionaux... J'ai résumé le document et en le résumant, j'ai bien dû le déformer. L'étriquer, si on me permet ce néologisme. Cela n'est pas bien grave car c'est un texte que j'approuve. En développant par la suite mes propres idées, je lui serai plus fidèle qu'ici.

Pour l'instant, l'important n'est pas là. L'important, c'est de savoir que ce texte, le Président de la République l'a eu entre les mains avant de tenir une conférence de presse qui fit scandale aux yeux de certains. « Notaire, un langage de notaire, un affreux langage de notaire », s'écria en substance l'un de mes amis. « Où sont les grandes idées généreuses de la France ? C'est un grippe-sou !... » Pourquoi cette réaction ? Parce que le Président avait parlé de reconstruire la France de fond en comble non pas comme d'un objectif en soi, mais comme d'une raison, comme d'un moyen de pression pour régler le drame algérien : « Nous cesse-

rons d'y engloutir notre sang et notre argent... »

A vrai dire cet affreux langage de notaire se parlait beaucoup dans nos campagnes. Si les paysans d'Amiens (1) criaient : « A bas les technocrates », les paysans bretons, eux, réclamaient un « plan de Constantine ».

Oui, le Président avait d'abord, en quelque sorte, engagé l'intendance contre les adversaires de sa politique algérienne. Et, je dois le dire, je n'appréciais pas plus la chose que mon ami. Mais pour moi qui me trouvais à l'Élysée ce jour-là, avec 600 de mes confrères, j'étais, dans la salle, placé de telle sorte, que je pouvais échanger, à tel ou tel passage qui reprenait, presque mot pour mot, le document que je vous ai résumé, je pouvais échanger avec l'auteur même du document, quelques clins d'œil de connivence : le Président avait « mordu » à la note. Certes, il y avait l'usage qui en était fait en la circonstance ; la circonstance passerait mais les idées, l'idée d'une intendance-avant-garde, cette idée demeurerait.

L'idée qu'il fallait passer du plain-pied au gratte-ciel. De l'expansion horizontale, géographique, impériale, à l'expansion verticale, industrielle, nationale. Que c'était une nécessité absolue. Et, cette idée, c'était elle qui m'avait poussé à mon curieux « tour de France ». Je m'y étais mis, au moment

(1) Manifestation du 11 février 1960. 70 blessés.

de cette conférence de presse, depuis assez peu de temps. Lorsque paraîtra ce livre : depuis deux bonnes années, tout de même. Mais je n'ai jamais pu m'y mettre à fond, tout entier. Ç'a été un « tour de France » à la sauvette. J'avais peu de libertés...

J'avais ma tâche quotidienne à accomplir et, de plus, comme c'était grâce à elle que j'arrivais à ouvrir certaines portes, je ne pouvais y renoncer. Normalement, ces portes-là, celles des « technocrates », ne s'ouvrent que devant les spécialistes. Mais un journaliste politique, pensez donc ! A deux battants !... Après, toutefois, un temps d'hésitation... Je me souviens de la première porte à laquelle je suis allé frapper. Celle du Président Verret, aux Charbonnages de France. Je n'arrivais pas à exprimer clairement ce que je voulais. Il ne me comprenait pas très bien. Et puis tout d'un coup, allez, ça a marché. Je peux même vous assurer qu'en dix minutes j'ai mieux compris le charbon, je suis entré dans le charbon. C'était ma première leçon de choses. Il y en a eu d'autres. J'espère qu'il y en aura d'autres. J'y ai pris goût. J'y ai trouvé du réconfort.

Voilà donc pourquoi je suis allé voir mon pays au travail. En fait, je n'y suis pas allé seulement pour ça, parce que je prenais ainsi de l'avance en tant que journaliste et en tant que citoyen. Journaliste, citoyen... et l'homme ? En tant qu'homme, je n'aime pas ne pas comprendre. Un. Et, deux :

je me suis bien rendu compte, à force d'analyser l'actualité chaque jour pendant huit ans, que cela supposait un certain nombre d'hypothèses parfois inconscientes. Je me suis bien rendu compte, aussi, qu'au fond, toutes ces hypothèses (et mon horreur de ne pas comprendre, elle aussi) tout se ramenait à ceci : j'avais confiance dans l'homme. Je le sentais en marche, à travers ses passions, ses malheurs, ses drames, ses crimes, ses joies, en marche tout de même. Il était parti — oh ! en titubant — il était parti à la conquête de quelque chose. Parfois il semblait reculer — mais ce n'était jamais vrai. Le grand fleuve humain coulait toujours, emportait toujours les obstacles.

Quel rapport, me demanderez-vous, entre l'horreur de ne pas comprendre (naturelle, après tout, chez un journaliste) et une certaine confiance en l'homme ?

Ce sera l'objet de l'entretien suivant.

Mon téléphone répond à vos questions.

Le téléphone sonne. Bon. Qu'est-ce que c'est encore ? Au diable l'inventeur du téléphone. Comment voulez-vous qu'un journaliste travaille en paix ? Il est l'esclave du téléphone. Comme si ce n'était pas assez avec tout le reste. D'un autre côté, voyons, je sais bien que je vais décrocher l'appareil et répondre : « Allo ? J'allais justement vous appeler. Je voulais vous demander s'il était vrai que... » Rien de plus précieux, pour un journaliste, rien de plus précieux que le téléphone.

A présent, voici le téléphone en train de dormir sur son socle. Le fil noir enroulé tout autour, comme la queue de mon chat lorsqu'il est assis. Voici le téléphone qui ne veut plus ni me déranger ni m'aider. Il est là, c'est tout. Comme le chat... Je n'ai rien à lui reprocher. Je n'ai rien à lui demander non plus. Il dort. Alors ?

Il dort ou il fait semblant. Comme le chat. Je le

regarde de loin, du coin de l'œil. Rien de plus innocent. Je vous l'ai dit : il dort. Il le sait : personne ne m'appellera et je n'ai personne à appeler.

Cependant, il est là. Il est autre chose que celui qui dérange ou qui aide. Il est une question (et du même coup une réponse à votre question).

La question : comment a-t-il été fabriqué, je me le demande un peu ? Vous le savez, vous ? Comment marche-t-il ? Qu'est-ce qu'il cache dans son socle ? Dans quelles salles silencieuses s'en vont ses fils ? Et même, ses fils, par où passent-ils ? Vous trouvez si simple de faire tourner ce disque transparent sept fois de suite et voici qui vous voulez ? Vous trouvez ça si simple ? Moi, non.

Admettons que vous sachiez tout à ce propos, le pourquoi, le comment, pourquoi ces fils qui chantent au-dessus des champs et pourquoi des hommes en bleus grimpent le long des poteaux de bois, pourquoi les relais et les câbles sous la mer, admettons qu'il n'y ait pas le moindre mystère pour vous là-dedans. Bon. Et votre auto ? Pas le moindre mystère non plus ? Méfiez-vous, j'ai dix, vingt questions en réserve. Vous calerez forcément à un moment ou à un autre. Si ce n'est avec le téléphone, ce sera avec l'auto, sinon avec la radio, sinon avec les locomotives électriques (gardez-vous de leur trouver un air de jouet...).

Non, croyez-moi : à un moment ou à un autre vous serez comme moi devant mon téléphone. Vous

vous en servez mais vous n'en savez pas plus lourd à son sujet que sur ce qui passe dans la tête du chat.

Ce monde, vous l'avons fait, nous y vivons : il nous échappe. Il est devenu le monde des spécialistes.

Premier point.

Deuxième point : est-ce que le spécialiste du téléphone ou celui de l'automobile ou celui de la radio, est-ce que le monde est à lui plus qu'il est à nous ? Mais non. Le téléphone, peut-être, est à lui, ou la radio ou telle autre chose mais pas toutes. Pour les autres, le voici Gros-Jean comme nous. Cela saute aux yeux : personne ne sait tout.

C'est bien cela que me dit, que vous répond mon téléphone, quand il dort comme il le fait en ce moment. Personne ne sait tout, alors, comment faire ? Comment garder prise ? Est-ce que ça a toujours été comme ça ? Est-ce que, assis sur un bon rocher bien tiède dans l'odeur des absinthes, et le cri des cigales, est-ce que les jeunes Athéniens pouvaient penser que Socrate ne leur disait pas tout ? Est-ce que beaucoup plus près de nous, il y a disons cent ans, on ne pouvait pas encore espérer, au prix de quelques efforts, comprendre l'essentiel, avoir une clé, un passe-partout ? Certes, aujourd'hui encore, il y a des hommes qui nous promettent la bonne formule, tout en un, l'ouvre-boîte-universel. Mais nous ne pouvons plus croire qu'ils l'ont essayé eux-

mêmes sur tout. Il y a désormais, de toute évidence, pour chacun envers tous les autres, un acte de confiance à faire.

Nous voyons que nous ne pouvons plus être ce qu'on appelait — hier — un « honnête homme », un homme qui sait (1). Nous voyons que le technicien non plus n'est pas un « honnête homme ». Il n'est qu'un homme qui sait *une* chose. Bien sûr, nous pourrions admettre une sorte de hiérarchie des connaissances. Admettre par exemple que le mathématicien est tout en haut de l'échelle. Un barreau au-dessous serait l'atomiste, un barreau au-dessous celui-ci et celui-là. Et ainsi de suite jusqu'au téléphoniste. Mais alors nous devrions être Einstein ou, faute de l'être, nous serions des imbéciles. Au sens propre du mot. Imbécile au sens que Littré rappelle ainsi dans son dictionnaire : « mot d'origine douteuse ; on le fait parfois venir de *in*, privatif, et *bacillus*, bâton ». Donc : qui n'a pas de bâton, qui n'a rien pour s'appuyer, pour aider sa marche.

Si nous admettions cela, nous serions donc, d'un côté, quelque trois milliards d'hommes sans béquilles (2) et, de l'autre, une poignée seulement.

(1) Le père de l'honnête homme, c'est le chevalier de Méré, ami de Pascal. Il écrit au début du xvii^e siècle : « Il ne faut que bien dire et bien faire pour être honnête homme. »

(2) Si cela vous amuse : *béquille* ne vient pas de *bacillus* latin, mais de *bec* qui est gaulois.

En fait, il n'en est pas ainsi : il en serait ainsi s'il ne s'agissait que des choses, y compris celles qui naissent entre les mains de l'homme. Mais il y a l'homme lui-même. Ce n'est pas seulement pour nous consoler de notre imbécillité que le savant est réputé distrait. Dans la vie de tous les jours, le voici comme un petit enfant. Cosinus, le savant du père du Sapeur Camembert, poursuit, dans la rue, avec un bout de craie, sur la capote d'un fiacre, la solution d'un problème mathématique. Et, quand il prend un bain de pieds, sa bonne gouvernante a quelque mal à l'empêcher d'inonder la maison entière.

L'homme est partout imbécile et honnête homme à la fois. Il est toujours ignorant de quelque chose et savant d'une autre. Et puisqu'il est toujours l'homme, raccrochons-nous à cela. Le voici, notre bâton : l'homme.

Que vaut ce bâton ? Peut-on s'appuyer sur lui ?

Ici, que je fasse un aveu. De moi-même, devant la question, je n'ai qu'un mouvement. Je ne tergiverse pas. Je n'hésite pas. Je n'argumente pas. Je ne doute pas. C'est : oui. Mais, je le reconnais, c'est de la foi. Cette foi-là, (comme d'autres, c'est vrai) elle est si puissante que je me dis (comme d'autres, pour d'autres fois) qui peut en douter ? Quelle surprise, oui, que d'autres aient des yeux pour ne point voir, des oreilles pour ne rien entendre. Il faut donc les convertir. A quoi exactement ? Il faudrait définir

un peu ça. Ce que signifie cette croyance en l'homme et ensuite, si faire se peut, la justifier.

Ce qu'elle signifie... L'homme va en avant. L'homme est un être en marche. Mon chat n'est pas un être en marche. Mon chien ne va pas en avant.

Là où ils sont l'un et l'autre, ils sont arrivés. Moi, je ne suis pas arrivé. Ni vous. Ni personne. Nous sommes en marche. Cela peut se mesurer encore qu'il y ait si peu de temps que nous soyons en marche.

Évidemment, on peut ricaner. On peut préférer les peintures rupestres de Lascaux ou du Tassili des Adjer, à Matisse ou à Van Gogh, et la pierre taillée à la bombe atomique.

Mais enfin, soyons sérieux : il va naître d'ici la fin du siècle un bon milliard d'hommes. Pourquoi cette multiplication, sinon parce que ça va mieux ? Lequel résisterait à un brutal retour en arrière ? Même pas en arrière jusqu'à Lascaux mais, purement et simplement, jusqu'au monde d'il y a cent ans ? Cette France de la Belle Époque, combien d'habitants arrivait-elle à nourrir ? 39 millions environ. 46 aujourd'hui. Que ces 46 millions fassent marche en arrière et voici 7 millions d'entre eux condamnés à mourir de faim sauf si les 46 millions jeûnent un jour sur cinq à peu près ou allègent leur menu d'un cinquième.

De plus le gâteau de 1860, que de peines il coût-

tait ! Voulez-vous que nous parlions des 12 heures ? Du travail des enfants ? De ce qu'étaient les faubourgs et les campagnes et même le confort bourgeois de ce temps-là ? ... Allons, ce n'est pas la peine...

Un économiste comme Jean Fourastié nous le rappelle : « Dans ce pays favorisé qu'était la France, 80 % de nos ancêtres ont vécu d'un quignon de pain, et d'un oignon par jour. J'ai moi-même (1) vu mon grand-père partir aux champs avec ces provisions, le matin, et le soir, il mangeait de plus une soupe comme on la fait en Quercy. Il disait qu'il était le premier homme de sa lignée qui mangeait à sa faim en dehors des jours de noces ; je suis donc le troisième et plus des deux tiers des Français actuellement vivants sont dans mon cas » (2).

Qu'est-ce donc qui nous fait douter ? Pourquoi n'avons-nous pas toujours l'impression d'aller en avant ? Est-ce seulement parce que nous avons la mémoire courte ou encore parce que nous voulons la lune comme aurait dit ma grand-mère ?

C'est que le monde se rétrécissant, des misères que nous ignorions totalement, nous voici bien obligés de les comptabiliser.

(1) Jean Fourastié a aujourd'hui cinquante-sept ans. Son grand-père ne se perd donc pas dans la nuit des temps. Le quignon de pain, l'oignon, la soupe, c'était bel et bien, il y a moins de cinquante ans.

(2) Jean FOURASTIÉ, *La Civilisation de 1975*, Presses Universitaires de France, p. 43.

Car aujourd'hui, pas moyen d'ignorer que les Balubas viennent de manger des aviateurs italiens. Alors, vous avez l'impression que, non, où est le progrès ? Voici une merveille technique, l'avion. Il vole à 10 000 mètres. A bord, tout en lançant un coup d'œil au grand fleuve, là en bas, le pilote est en liaison avec nous. Et puis, ça ne va plus, l'avion tombe... vous connaissez la suite.

Où est le progrès ?

Mais si. Du moment que vous saurez ce qui s'est passé, du moment que vous direz : « Où est le progrès ? », il y a progrès. Le Baluba, lui aussi, un jour ou l'autre, devra se poser la question ou disparaître, ou être parqué, je ne sais pas. En tout cas cette contradiction entre l'avion et l'horrible repas, cette contradiction devra être surmontée. Comme d'autres contradictions l'ont été, ailleurs, en d'autres temps. Sinon nous ne serions pas ici.

Il n'empêche, en attendant, que cette contradiction, née de l'inégale démarche des peuples, en attendant qu'elle soit résolue, elle vous fait douter.

Comme vous fait douter, parfois, ce qui est autour de vous, en vous aussi. Mais comment en serait-il autrement ? S'il y a encore des Balubas, comment n'y aurait-il pas du Baluba au fond de nous ? Il y a si peu de temps, qu'au sortir d'un même affreux repas, nous nous sommes essuyé la bouche sur le revers de la main... si peu de temps.

Reste votre grand argument : le suicide collectif.

Nous y voici. L'homme, désormais, peut faire sauter la terre. Alors, où est le progrès ?

Peut faire sauter la terre, peut faire sauter la terre, comme vous y allez... Accordez-moi au moins ceci : il y a course de vitesse entre l'utilisation pacifique de l'atome et son utilisation guerrière. Accordez-moi aussi que — comme pour toutes les autres découvertes humaines — la seconde aide sans le vouloir à la première.

A chaque fois que s'est-il passé ? Je veux dire : à chaque fois que l'homme a découvert quelque chose de nouveau, à la fois arme et outil ? A quoi a servi l'arme-outil ? Elle a élargi le groupe. D'outil en outil ou d'arme en arme, le clan est devenu tribu, la tribu, cité, la cité, état. *Comme si la dimension du groupe humain dépendait de la portée de l'arme ou de l'outil. Ce qui est inquiétant, à l'heure actuelle, ce n'est donc pas que l'arme ou l'outil soit universel. C'est qu'il soit encore continental.* Qu'il soit universel, nous serons moins en danger.

Tenez, à l'automne dernier, M. Khrouchtchev disait au congrès de son parti : « Nous n'essaierons pas une bombe de 100 mégatonnes car nous n'avons pas envie de casser nous-mêmes tous nos carreaux. »

Il l'a presque essayée tout de même. 60 mégatonnes, au moins. Il n'empêche que nous tenons là le bout d'un fil rassurant : au-delà d'une certaine puissance, l'arme tuerait celui qui s'en servirait. A bon entendeur, salut !

Voilà un obstacle, une limite, du côté de l'arme. Or, en revanche, on n'en voit pas pour l'outil. Le moindre caillou, ou presque, sera, demain, une source d'énergie. Vous vous rendez compte de ce que cela signifie ? L'énergie pour rien, partout et l'automation aidant ? Car, enfin, il n'y a pas une civilisation humaine, une société humaine qui n'ait dépendu de l'outil, et l'outil de l'énergie. Pourquoi, l'esclave, sinon parce qu'il faut bêcher, moissonner à la faucille, ramer, tirer, traîner, lever?... Pourquoi, le bourg médiéval ? Pourquoi, la civilisation que nous voyons vieillir et qui est celle du charbon ? Ne nous laissons pas égarer par les survivances. Il y a encore des esclaves comme il y a encore des Balubas. Chaque civilisation d'énergie est un mélange de passé, de présent, d'avenir. A 60 kilomètres de Paris, on peut vivre comme on vivait il y a dix siècles. Les paysans de La Bruyère, il en existe encore. Mais j'ai vu, un soir, au hasard des routes d'Ile-de-France, un berger laisser son chien pousser les moutons. Lui, il suivait, en balançant à bout de bras... quoi ? un transistor.

Concluons : devant la complication du monde, il n'y a qu'une chose de certaine et de solide : l'homme en progrès. Le pire pessimiste n'a qu'un argument à opposer : le suicide de la terre. Certes il faut la foi de Teilhard de Chardin pour rejeter la sombre hypothèse. Mais refusez-vous de monter en auto par peur de l'accident de la route ?

Est-ce une raison pour s'arrêter en chemin ? L'homme mangeant l'homme, aussi, c'était un obstacle. L'homme incapable de supporter trop de froid, trop de chaud, trop de soif ; fragile, il l'a toujours été.

D'autre part, c'est seulement en marchant, en progressant que nous écarterons la menace. Car qui la brandit ? Des hommes contre des hommes. Qu'ils ne puissent plus s'opposer, se haïr, ou que, même haïssant, ils ne puissent commettre le crime global, ce progrès ou matériel ou moral dépend de nous.

D'ailleurs, nous ne pouvons pas faire marche arrière. Alors, marchons.

Après ce grand discours, je me sens tout penaud. Qu'est-ce que je suis allé raconter là, moi qui, justement, ai horreur des discours, des grandes théories ? Qui aime le détail, le concret, l'humilité des choses simples, toutes ces choses qui sentent bon comme le pain quand on pousse la porte de la boulangerie, bon comme le café au petit jour, bon comme les copeaux et les vernis chez les ébénistes du faubourg Saint-Antoine.

Mais, quoi, il fallait bien expliquer pourquoi je m'étais lancé dans mon tour de France. C'était l'évolution de mon pays, de l'Europe et du monde qui m'y avait poussé. C'était aussi mon horreur de ne pas comprendre et ma confiance en l'homme.

Or, jour après jour, à 8 h 30, avais-je buté sur le démenti des faits ? Non. Alors même que la poli-

tique était encore politique et non pas intendante, alors même que le drame algérien continuait, l'hypothèse de travail avait tenu bon.

Et quand par exemple, j'entendais dire de tous côtés : « Le pays se dépolitise, le pays démissionne », ... moi, j'étais bien tranquille. Je savais ce qu'il en était.

Je tâcherai de vous l'expliquer la prochaine fois.

*Cinq anciens présidents du Conseil
sur la sellette.*

Le 24 novembre 1961, un journaliste réunit autour d'une même table cinq anciens présidents du Conseil et un professeur de droit. Nous verrons plus tard de qui il s'agit. Tout de suite, le sujet de l'entretien : l'avenir de nos institutions. Les cinq présidents du Conseil en question totalisent, sur les douze dernières années, trois ans et trois mois de pouvoir. Ils ont donc été au pouvoir plus d'un jour sur trois, durant ces douze années-là. Si la mer a été mauvaise, on peut supposer qu'il ont senti le navire bouger sous leurs pieds, qu'ils ont deviné quelle tempête faisait trembler le gouvernail qu'ils tenaient.

De plus, celui qui les réunit, celui qui les interroge, c'est un journaliste, qui sait et je sais qu'il sait. Sûrement, il va leur poser le problème dans les termes où il les a lui-même posés, en conclusion

d'un livre qu'il a écrit et que j'ai lu. Cette conclusion, la voici :

« Il s'agit de nous demander si les bouleversements de surface ne cachent pas une révolution de notre société même... »

« Le premier changement concerne ce qu'il est convenu d'appeler le grand capital. Dans ce domaine nous assistons à... l'avènement des « directeurs »... (dont) le comportement... est à peu près identique, qu'ils appartiennent au secteur public ou au secteur privé... Par exemple la loi du profit maximum... n'a plus de signification pour eux. » (Autrement dit et ce sera l'objet de notre septième entretien : la fonction a pris le pas sur le capital, « *l'homme au cigare entre les dents n'est pas celui qu'on pense* ».)

« Second changement à l'échelon intermédiaire... beaucoup de gradés par rapport au nombre d'exécutants... On demande de moins en moins de choses et des choses toujours plus simples à l'exécutant, c'est-à-dire à l'ouvrier. Une affaire bordelaise d'aviation emploie 700 *mensuels* et 800 *horaires*... » « ... Une relève se fait... Elle est dans la liste des adhérents à la Caisse nationale des Cadres... » (Par voie de conséquence et ce sera l'objet de notre sixième entretien, la fonction a pris le pas sur le traitement.)

« Le troisième changement concerne la classe ouvrière... Les vieilles idées marxistes d'aliénation et de plus-value... peuvent difficilement être perçues

par l'ouvrier... » Jusqu'à présent cette analyse est strictement parallèle à ce que sera la nôtre. Le troisième changement, n'est-ce pas celui dont nous parlerons dans nos quatrième et cinquième entretiens ? Toutefois, à partir du point où nous serons alors arrivés, nous nous séparerons quelque peu... Le journaliste cité, encore qu'il mette en doute lui-même la possibilité pour un journaliste bourgeois de pénétrer la psychologie ouvrière, ce journaliste attribue à l'ouvrier des sentiments d'adhésion, d'intégration, de satisfaction et de fierté collective du travail moderne, thèse dont le caractère en grande partie inexact saute aux yeux dès qu'on la rapproche de l'étude sérieuse et patiente de Jean Lignon et Andrée Andrieux, *L'Ouvrier d'aujourd'hui* (1). Tout cela devra faire l'objet de nos quatrième et cinquième entretiens : l'homme a-t-il pris le pas sur l'ouvrier ?... (*L'Humanité* répond au *Figaro*. — Un bâton de maréchal dans sa giberne.) Mais, pour l'instant, peu importe. Dans l'ensemble, nous sommes tout de même d'accord avec ce journaliste... dont il est temps de donner le nom : Roger Priouret. Le titre de son livre : *La République des Députés*. Les cinq présidents du Conseil réunis par lui au *Figaro* ? — Gaillard, Mollet, Pflimlin, Pinay, Pleven, et un professeur de droit U.N.R., le Professeur Marcel Prelot, sénateur du Doubs. Cela dit, vous vous

(1) Éditions Marcel Rivière.

attendez, je m'attendais à ce que Roger Priouret les mette tous les six au pied du mur, qu'il leur dise : « Vos partis, vos institutions ne correspondent plus à la nouvelle société française telle que je l'ai décrite, telle que je crois qu'elle est. »

Pas du tout, pas une seconde. Les Français ne votent plus ? Ils n'adhèrent plus aux partis ? Eh bien ! il leur faut un peu d'instruction civique et il faut réformer la Constitution, pardi.

Si vous croyez que je me trompe, consultez *le Figaro* du 25 novembre 1961, pages 4 et 5.

Ainsi donc, un journaliste, parfaitement averti et clairvoyant (1), et six hommes politiques, eux aussi avertis, au lieu d'aller droit à une analyse de la société, vont droit à l'instruction civique et aux constructions juridiques. J'allais écrire au « jeu de construction juridique », et, ma foi, c'est assez bien ça.

Comment cela se fait-il ? Comment la politique traditionnelle trouve-t-elle, malgré l'évidence, assez de force pour tromper ou avoir l'air de tromper celui qui sait et ceux qui doivent savoir ?

Il y a là, je crois, un phénomène qui n'est pas tellement surprenant. Comme dans toute réunion d'hommes divers, on cherche un langage commun.

(1) Par la suite, Priouret m'a dit lui-même qu'il avait cru bon de les laisser chercher et proposer leur solution à eux et non pas de leur suggérer la sienne.

Ce langage n'existe encore qu'en termes de politique traditionnelle. C'est donc lui qu'on utilisera. C'est un espéranto. Roger Priouret ayant, non sans malignité, posé la question dans cet espéranto, c'est dans cet espéranto qu'il lui est répondu.

Si on parle « partis », la suite va de soi : partis, donc parlement, puisque c'est là que les partis jouent leur match ; donc, aussi, électeurs, puisque ce sont eux les supporters. Si le pouvoir, d'une part, et, d'autre part, les électeurs briment ou boudent les partis, si « quelque chose ne va pas », on n'ira pas voir si les électeurs, comme le pouvoir, obéissent à « la force des choses », c'est-à-dire aux nécessités d'une société qui n'a que faire des partis traditionnels. Pas le moins du monde. On s'efforcera de mettre de l'huile traditionnelle dans les rouages traditionnels.

Que les cinq anciens présidents du Conseil jouent ce jeu, soit. Que le professeur de droit, sénateur U.N.R., le joue aussi, fort bien. Mais notre journaliste ? Il les laisse aller jusqu'au bout de leur logique.

Jugez-en.

Prêtons l'oreille aux propos qu'il leur laisse tenir, là, au *Figaro*. Le maître de maison Pierre Brisson vient leur mettre le pied à l'étrier. Je le cite : « trois ans ont passé... Les menaces qui avaient amené le général de Gaulle au pouvoir ont réapparu. La Constitution... a été...

faussée... Un vide politique serait dangereux » (1).

Roger Priouret se garde bien de relire la page 251 de son propre livre, de sa *République des Députés*. « Ils (les producteurs, les technocrates) veulent un exécutif fort et stable en mesure d'orienter fermement l'économie dans le sens du progrès individuel. » Il ne leur relit pas cette phrase-là de son livre, ni aucune autre. Il les laisse s'enfermer, gober l'hameçon de Pierre Brisson : le vide politique.

Vide politique ? Nous sommes alors à un an du référendum présidentiel et des élections législatives. Il est encore trop tôt pour rappeler la phrase d'André Malraux au temps du R.P.F. : « Un jour il n'y aura plus que nous, les communistes et rien. » Ce vide-là n'est pas encore en question... Mais poussés par une sorte d'instinct, tous opinent du bonnet lorsque M. Guy Mollet déclare : « Une grande partie de la Nation, par une sorte de soulagement, est toute heureuse de laisser la solution des problèmes les plus dramatiques à un homme seul » (2). Ils sont tous du même avis : le pouvoir s'est personnalisé et isolé. Que peut-on y faire ? La personnalisation, c'est regrettable..., mais c'est un fait, et M. Félix

(1) On connaît la réponse faite depuis lors par le général de Gaulle à G. Altschuler d'Europe n° 1 : « Si je disparaissais, ce n'est pas le vide qu'il faudrait redouter mais le trop-plein. »

(2) Chose curieuse, ils n'abordent pas le problème conséquent, celui du régime présidentiel, tel que le pose M. Duverger dans *La V^e République et le Régime présidentiel*, Éditions Fayard.

Gaillard constate qu'après tout, les moyens de personnalisation ont changé. Radio, télévision. Oui, c'est un fait : la politique pour l'homme de la rue, c'est tout simple. C'est un jeu qui oppose des têtes de pipe, des vedettes. L'U.R.S.S., c'est le petit gros. Les États-Unis, c'est le petit jeune et sa Jackie. Le P.C., c'est Thorez. La S.F.I.O., c'est Mollet. Les Indépendants, Pinay. Bien. Bien. Bien.

C'est regrettable, constate à nouveau l'un des six. Mais, « c'est un fait », constatent les autres (1). En particulier, M. Pflimlin.

Voilà pour la personnalisation.

Et l'isolement ? Puisque le Pouvoir s'est personnalisé *et isolé* ?

Comment l'éviter, cet isolement ? Les six n'ont pas le moindre doute : il faut respecter la Constitution, donc, pour le Pouvoir, respecter les élus, les intermédiaires. Cela leur revaudra le respect des électeurs, le respect du pays qu'on devra éduquer en conséquence. L'éducation civique, voilà le remède, je vous l'ai dit. Ils en parleront pendant le

(1) Tout le monde sait quel attrait exerçait et exerce peut-être encore le général de Gaulle sur le leader de l'opposition. Voir, entre autres, à ce sujet, l'interview accordée par M. Guy Mollet à *Sud-Ouest*, le 15 octobre 1961, donc après le « divorce » : « Le jour peut venir où les hommes honnêtes de ce pays se trouveront avoir à défendre de Gaulle contre l'ingratitude populaire... » (Dans la même collection que ce petit livre, 13 mai 1958-13 mai 1962, p. 135.)

quart du débat. A quel âge faut-il entreprendre cette éducation ? Comment ? Autant de problèmes...

Bien, bien, bien.

Cependant les six (ou, du moins, les cinq : il y a des réserves du côté de M. Pleven) les cinq ne sont pas tellement sûrs d'eux. Le vrai problème, les structures nouvelles de la Société, ils l'effleurent de temps à autre mais dès qu'ils l'ont effleuré, ils font comme l'hirondelle qui vient de cueillir une araignée d'eau sans toucher la surface de la mare : ils s'en éloignent d'un coup d'aile. Nous revoici aussitôt dans les airs, je veux dire dans l'éducation civique.

Et M. Pleven que nous tenions en réserve ?

Il met son grain de sel ici et là. Il garde tout de même ses distances. Dès le début, il a fait bande à part. Il a douté du vide politique. « Je ne crois pas, a-t-il avoué, qu'il y ait à proprement parler un vide. Ce vide a été comblé par l'armée dans une certaine mesure, par la haute administration, que le public appelle technocratie, par des manifestations revendicatives, par les tracteurs sur les routes... » Évidemment ! Eh bien ! plaidons le dossier qu'il n'a pas ouvert davantage. Non, le pays ne s'est pas dépolitisé. Il s'est (M. André Philip devait lancer le mot quelques mois plus tard au Club des Jacobins), le pays s'est « départisé », détourné des partis (1).

(1) Je relis mon manuscrit trois mois après l'avoir écrit. Le référendum, les élections... Faut-il insister ?

Personne, à ce sujet, n'avance de chiffres précis. Toutefois la participation électorale est à très peu près en France ce qu'elle est ailleurs, et c'est donc bien des effectifs, du recrutement des partis qu'il s'agit.

Dans un petit livre de la collection *Que sais-je?* des Presses Universitaires, un professeur, M. Jean Maynaud estime les effectifs réels du P.C. à 150 000 personnes, 50 pour la S.F.I.O., etc... En tout 400 ou 500 000 militants pour les partis. Entre 1 et 4 % du corps électoral (27 millions) (*Les Français et la vie politique*).

Évidemment 1 à 4 %, c'est maigre.

Mais pourquoi le pays s'est-il ainsi détourné des partis ?

Le pays s'est départisé parce que les partis ne correspondent plus à sa structure économique et sociale. Des équations comme : Indépendants = Patronat ou : P.C. = Classe ouvrière, ces équations peuvent survivre dans les esprits. Mais arrive toujours le moment où elles craquent, où le fantôme n'est qu'un fantôme, tel patron-indépendant révolutionnaire et tel ouvrier-communiste réactionnaire. Il ne peut pas en aller autrement. Il ne peut pas ne pas arriver qu'un communiste sur cinq plébiscite de Gaulle comme au référendum de 1958. Il ne peut pas ne pas arriver que des patrons envisagent l'expropriation pour cause de médiocrité. Comme M. Bloch-Laisné le fit il y a quelques mois et nous verrons

cela au cours de notre septième entretien (« L'homme au cigare entre les dents n'est pas celui qu'on pense »). Les partis actuels sont des survivances.

Qu'ils se modifient ? Le peuvent-ils ? Comment ne pas rester sceptique quand on voit les indépendants se réclamer toujours du libéralisme, les communistes refuser le IV^e Plan, les socialistes se considérer encore comme marxistes et ainsi de suite.

Qu'ils se modifient ? Ou qu'ils laissent la place à ces nouvelles forces dont parlait, d'entrée, M. Pleven : armée, technocratie, syndicats ?

L'armée ? Mais c'est quoi, l'armée ? S'il s'agit des cadres, c'est vrai, les voici politisés et, sans aucun doute, en grande partie, liés au refus de deux transformations : la décolonisation, l'âge atomique.

Au moment où j'écris ces lignes, bien sûr, elle peut, l'armée, basculer encore vers le passé et obliger ainsi le pays à faire un pas en arrière avec elle. Mais, voyons, serait-ce pour longtemps ? Au pouvoir, elle devrait céder sur tout : céder l'Algérie à ses 18 millions de musulmans (en 1980), céder aussi à l'atome, à la technique militaire (seules différences : au lieu d'être dans l'indépendance, ce serait, sans doute, dans la dépendance atlantique), céder, enfin, sur le plan politique à cette convergence des classes dont nous allons nous entretenir. Sans doute, en ce qui concerne ce dernier point, ne le ferait-elle pas « enfin » comme nous l'écrivons, mais dès le début. Pour ne pas être entièrement négative. Pour avoir

l'air de son temps. Parce que les classes sociales n'entrent pas dans sa façon naturellement militaire de comprendre le pays.

Mais je ne crois pas à ce mouvement de bascule de l'armée. Au contraire, je crois déjà, je crois que dès aujourd'hui les forces sociales de la deuxième révolution industrielle, de φ 2, sont assez grandes pour empêcher ce pas en arrière, de toutes façons, provisoire (1).

Cela dit de l'armée, restent les technocrates et les syndicats.

Pour les technocrates, la première chose qui frappe c'est que, certes, il y en a partout, le pays entier en est saupoudré, mais rien ne les unit, sinon le lien très lâche des francs-maçonneries, des camaraderies d'anciens des grandes écoles : École normale d'Administration (E.N.A.), Polytechnique, etc... C'est tout juste si, parfois, un colloque, un séminaire, quelque club en réunit quelques-uns.

Inorganisés, ils n'ont pas de contact en commun avec l'opinion, or c'est le contact en commun avec l'opinion, que ce contact soit de force comme cela serait avec l'armée ou que ce contact soit de persuasion avec élections à la clé comme cela est avec les partis, c'est ce contact qui est la politique.

(1) Après tout, j'adopte l'abréviation lancée par Louis Armand et Michel Drancourt dans leur « *Plaidoyer pour l'avenir* ». φ 2, c'est la deuxième révolution industrielle, celle que nous vivons.

Pour l'instant, les technocrates semblent voués à être les éminences grises des autres forces politiques. Leurs conseillers. Leurs ferments. En tant que tels, ils ont un rôle considérable, car, consciemment, ou non, tous les technocrates poussent dans le sens de la convergence, du rapprochement des classes par le progrès et aux rapprochements, aussi, pour les mêmes raisons, européen, atlantique, et, peut-être, déjà, blanc (je veux dire : Ouest + Union soviétique).

Faisons le point :

L'armée ? Non. Même si...

Les technocrates, ? Non.

Alors ? Les syndicats ? — Voyons cela.

Il faut tout d'abord s'entendre. Quels syndicats ? S'il s'agit des seuls syndicats ouvriers, nous voyons leurs effectifs (incontrôlables) avoisiner le chiffre total de 4 millions (C.G.T. : 2) ce qui correspond à peu près, remarquons-le par avance, à notre analyse de la Société française actuelle.

Trois millions de syndiqués (ceux de F.O. et de la C.G.T.) sont plus ou moins directement liés, dans leur action, aux deux partis marxistes. Sans doute s'en distinguent-ils par l'absence de soucis électoraux. Il n'empêche qu'ils leur sont liés, qu'on retrouve dans leurs thèmes principaux de propagande les thèmes du P.C. ou de la S.F.I.O. y compris la défense ou, au contraire, l'exclusion de l'Union soviétique, le rejet ou, au contraire, l'approba-

tion du système français de planification, etc...

La C.F.T.C. (Confédération française des Travailleurs chrétiens) est beaucoup plus libre. S'il y a du neuf, c'est dans ses rangs. Mais ce n'est pas pour rien que le « C » final la tourmente si fort. Si elle l'enlève, elle s'ouvre aux non-chrétiens mais, dans le même temps, ne perd-elle pas sa personnalité ? Il en va, ici, de la C.F.T.C. comme il en va de la petite Europe devant trop de demandes d'adhésion. A six, l'Europe, a sans doute un avenir. En tout cas : une personnalité. Mais si tout le monde y entre, elle n'est plus rien.

Enfin pourquoi ne parler que des syndicats ouvriers ? Et le patronat ? Là, le problème est différent. Cette lapolissade : les patrons sont infiniment moins nombreux que les ouvriers. Leur politique ne saurait donc être une politique de masse, mais d'influence et d'autorité. D'autre part, additions d'individualités et d'intérêts contradictoires (quoi de commun entre Poujade et Boussac ?), ils ne peuvent, par nature, aboutir à une discipline collective.

On peut d'ailleurs se demander si la discipline des syndicats ouvriers n'est pas le plus souvent illusoire, elle aussi. Au lieu de grouper des individus isolés, ne groupent-ils pas des collectivités individualisées ? N'y a-t-il pas des intérêts ouvriers contradictoires comme il y a des intérêts patronaux contradictoires ?

Enfin...

Résumons-nous.

Aucun doute, si les partis, l'armée et la technocratie répondent mal à une société en évolution comme nous le supposons, les syndicats y répondent un peu moins mal.

Toutefois, quand bien même nous ajouterions aux syndicats ouvriers tous les fonds de tiroir des autres syndicats (agricoles, étudiants, patronaux) nous arriverions, au maximum, à 5 millions de syndiqués.

Que font donc, que pensent donc les 17 millions d'autres membres de la population active ?

22 millions de personnes travaillent, gagnent leur vie bien ou mal.

5 millions seulement de syndiqués.

Alors ?

« *L'Humanité* » répond au « *Figaro* ».

Le 21 février 1962, en première page du journal fondé par Jaurès, il y avait ce qu'on appelle, en termes de métier, un « pavé ». En « noir au blanc », s'il vous plaît ! C'est-à-dire un placard d'annonce en lettres blanches sur fond noir. Il était à peine plus grand qu'une boîte d'allumettes, mais il se voyait bien et on y lisait ceci :

AUJOURD'HUI
NOTRE PAGE
SPÉCIALE :

LA DÉCLARATION D'IMPOTS

*Comment la
remplir au
mieux.*

Une telle annonce, en première page de ce journal, l'auriez-vous vue, il y a vingt-cinq ans ?

Est-ce, parmi d'autres, un signe des transfor-

mations de notre société ? S'est-elle vraiment, profondément transformée ? Avant même que nous puissions « y aller voir » comme on dit, force nous est de constater que l'on nous tire à hue et à dia. On veut nous convaincre dès nos premiers pas ou bien que oui, tout est changé ou bien que, allons donc, c'est une plaisanterie ! Les uns nous l'assurent : les différentes classes de la société se rapprochent les unes des autres. Les autres le nient : jamais, selon eux, les classes ne se sont opposées plus âprement.

Toutefois, ni les uns, ni les autres ne mettent en doute qu'une nouvelle révolution industrielle soit en cours. Ce sont les effets de cette nouvelle révolution industrielle qu'ils discutent.

Qu'est-ce donc que cette nouvelle révolution industrielle qu'un bouleversement de l'agriculture accompagne ? En quoi $\varphi 2$, toujours pour parler comme Louis Armand, diffère-t-elle de $\varphi 1$? $\varphi 1$, c'était le charbon et la vapeur. $\varphi 2$, c'est la multiplication des sources d'énergie : électricité, pétrole, demain atome.

Toutefois, ces nouvelles sources n'ont pas fait disparaître les anciennes. $\varphi 2$ et $\varphi 1$ coexistent. La civilisation atomique est encore en pointillé. C'est cela, sans aucun doute, qui explique, pour une grande part, toutes les contradictions de nos guides et de nos conseillers, de tous ceux qui viennent de nous prendre sous des feux croisés. Nous pouvons donc, sans nous en alarmer davantage, progresser quelque peu.

Le charbon, du fait même qu'il est où il est, qu'il est lourd et encombrant, avait appelé l'industrie à lui. La Ruhr, notre Nord et, plus tard notre Lorraine en sont des exemples frappants. Il a, premièrement, rassemblé les hommes. A un prolétariat dur et nombreux, il a, secondement, imposé une discipline, une hiérarchie. Psychologiquement, tout le marxisme est là, dans le charbon; toute la dialectique de la lutte des classes est là. Elle s'impose à l'esprit dès le coron. Encore plus, au fond de la mine. Elle est là, l'armée ouvrière, l'infanterie ouvrière, chaque jour plus nombreuse — pense Marx — et si durement exploitée qu'un jour ce sera le coup de grisou social.

L'électricité survenant, tout commence à changer, encore que l'industrie lourde reste où elle est. Voici l'énergie distribuée par des réseaux à travers le pays. Voici, pour morceler encore l'énergie, pour la libérer de la ligne et du transformateur, voici le pétrole. Le lourd charbon, le rail difficile à poser, tout cela est dépassé. L'auto va partout et, après l'auto, l'avion, bien sûr.

Sans doute, redisons-le, l'industrie lourde, pour l'essentiel, reste-t-elle encore aujourd'hui à proximité du charbon. Mais, déjà, elle *pourrait* s'installer ailleurs. Elle ne le fera que peu à peu. Et pour deux raisons :

Tout ce qui s'était déjà organisé sur place, en pays noir, autour de la mine, qui a collé au char-

bon (la sidérurgie par exemple) a fait naître des industries annexes de toutes sortes. Les transporter ailleurs coûterait cher. Elles sont là, Elles y restent même lorsque les voici consommatrices de courant ou de fuel, comme en pleine Lorraine, un haut fourneau tout récent.

La deuxième raison, c'est que patrons comme ouvriers trouvent une sorte de garantie réciproque à être rassemblés nombreux, et ils l'étaient, autour du charbon. Supposons, en effet, dix usines groupées. L'une d'elles a des difficultés, ralentit, met une partie de son personnel en chômage. Ces chômeurs vont frapper aux portes des neuf usines qui tournent toujours. Ce n'est donc pas le même drame que pour une usine isolée. Le patron de cette usine-là, s'il ferme, ne peut sortir de chez lui sans rencontrer ceux qu'il a livrés à la faim et qui l'en rendent responsable, lui. Il serait faux, aujourd'hui, de croire que cela lui est indifférent. Pour lui, comme pour eux, la concentration, c'est la sécurité. Une sorte d'assurance réciproque.

Voilà pourquoi les concentrations de ∞ 1 gardent une telle force attractive. Toutefois, elles ne sont plus les seules concentrations industrielles et elles le seront de moins en moins (1). Elles le seront d'autant moins que le charbon lui-même fera un jour

(1) Pensez à « Acier sur Mer », demain le complexe de Nantes ou celui du « Golfe de Fos ».

défaut — au moment même où le carburant atomique (si peu encombrant que le transport n'a aucune influence sérieuse sur son prix de revient), ce carburant pourra aller n'importe où.

Voyez, par exemple, ce qu'il en est des installations atomiques actuelles. Les unes ont choisi de se grouper sous le ciel de Provence parce que c'est plus agréable et que la place n'y manque pas. D'autres (la centrale de l'E.D.F. de Chinon) là où rien ne permettait un transport facile du charbon, ni non plus de la houille blanche. Pour peu que nous regardions assez loin dans l'avenir, aucun doute n'est possible. Malgré la survivance des concentrations charbonnières et, pour l'essentiel, les tendances de $\phi 1$ sont cassées. Le charbon n'est plus que le deuxième fournisseur d'énergie. D'ici vingt ans, il sera le troisième. Dès à présent, la fin prévisible d'un règne aussi absolu que celui du charbon est lourd de conséquences humaines et sociales. Avec l'énergie, la classe ouvrière se déconcentrera. Elle perdra, comme l'énergie, son caractère homogène. Déjà, elle n'est plus massive qu'aux yeux des syndicats. Du moins le laissent-ils croire sans y croire peut-être eux-mêmes.

Dans le même temps, l'artisanat que les marxistes charbonniers croyaient voué à la disparition, s'est multiplié (1). Il vit ou revit partout grâce à

(1) L'artisan, il est vrai, est souvent devenu une sorte de

l'électricité, grâce à l'auto. Je ne crois pas nécessaire d'insister. A vrai dire, s'il subsiste quelque chose du caractère homogène, de la massivité ouvrière, elle ne se distingue pas toujours de la massivité nationale due elle-même à la massivité des moyens d'information ou de distraction actuels.

Si cette massivité est la même que celle des autres classes, si elle est en commun avec les autres classes, elle n'est plus ouvrière.

A y regarder de plus près nous découvrons cependant deux bonnes raisons de nuancer ce jugement. Ou, plus exactement, une raison qui le renforce et une raison qui, au contraire, en amoindrit la portée :

— Première raison (aggravante) : ceux que j'appellerais les « 2^e classe » de la classe ouvrière sont de moins en moins souvent des Français, ou, quand ils le sont, il s'agit de Français qui n'ont pas de tradition ouvrière : 80 à 100 000 ruraux arrivent chaque année sur le marché du travail.

— Deuxième raison (atténuante) : la classe ouvrière garde tout de même une certaine unité du fait de son *sentiment général et constant d'humiliation* — du fait de ce que Marx appelait son aliénation.

En ce qui concerne la première raison (aggra-

salarié isolé... mais tellement isolé et tellement indépendant que sa seule différence avec l'artisan d'autrefois, c'est sa sécurité.

vante), il faudrait des chiffres précis. Je n'ai pas su les trouver et sans doute faudra-t-il attendre le dépouillement du recensement en cours pour bien juger. Nous pouvons tout de même constater qu'à l'heure actuelle tous les travaux pénibles sont exécutés par des travailleurs algériens (400 000 environ), étrangers (au moins 5 à 600 000) ou encore par les 80 000 ruraux qui abandonnent la terre chaque année. Si nous ne considérons, comme ouvriers proprement dits, que ceux qui sont payés à l'heure, nous pouvons estimer que sur 6 millions d'ouvriers du secteur secondaire (1), il y a au moins 1 million de non-Français. 1 sur 6. 1 pour 5. La proportion est énorme et surtout elle porte à peu près entièrement sur le plus bas barreau de l'échelle. Là où le travail est le plus dur et le plus mal payé, c'est là que se trouvent Nord-Africains, étrangers et ruraux déracinés.

Or, ces travailleurs du bas de l'échelle, ils devraient, en bonne logique marxiste ou tout simplement révolutionnaire, ils devraient être les troupes de choc de la revendication, l'avant-garde de l'émancipation. Il n'en est rien. Tout simplement parce qu'ils redoutent d'être renvoyés là d'où ils viennent. Ajoutez à cela leur isolement linguistique, culturel, tout ce qui découle de leur nationalité propre

(1) La notion est floue, j'en conviens. Manuels ? Horaires ? Quel critère choisir ?

ou de leur régionalité, pour forger un mot... N'attendez donc pas qu'ils s'intègrent aux cinq autres sixièmes de la classe ouvrière. Il faudrait du temps pour cela et nous pouvons raisonnablement penser que de nouvelles machines ou des robots auront pris auparavant la place de ces bras étrangers.

Ainsi donc, de ce côté-là voici la classe ouvrière française moins massive et privée de son infanterie.

A cette raison aggravante, nous avons opposé une raison atténuante : l'humiliation commune. Oui, c'est vrai, il reste un sentiment commun à la plupart de nos 5 millions d'ouvriers (ouvriers à proprement parler) nos 5 millions d'ouvriers français. Tous se sentent humiliés. Non-concernés par leur travail. Non plus (comme, paraît-il, autrefois) dépossédés du fruit de leur travail, mais étrangers à lui. Ils travaillent parce qu'il faut bien. Je ne m'étendrai pas sur ce sujet car je devrais longuement citer l'étude de Jean Lignon (*L'Ouvrier d'aujourd'hui*, à la librairie M. Rivière) ou faire ici des constatations que n'importe qui peut faire.

Le point sur lequel il faut insister, le voici : autrefois, dans ce pays en tout cas, il y avait ce qu'on pourrait appeler une religion du travail. Le travail avait une sorte de caractère rédempteur. Chaque travailleur se sentait investi d'une sorte de mission. En surmontant son humiliation, en « brisant ses chaînes », en se libérant, il libérerait l'homme.

C'est fini. Le travailleur a perdu la foi. Il ne croit

plus en un âge d'or à naître du travail. L'existence, l'histoire de l'Union soviétique et des démocraties populaires ont été, à mon avis, la cause essentielle de cette désillusion. Force a été de le constater : il y a là-bas encore des travailleurs après bientôt un demi-siècle de libération ; toujours une échelle sociale, des dirigés et des dirigeants. Je pense en particulier au livre de Djilas, l'ancien compagnon de Tito, un des rares déçus qui regarde sa déception en face : *La Nouvelle Classe dirigeante* (1).

Il faut toutefois reconnaître que ce sont beaucoup plus les travailleurs de l'Ouest qui sont désillusionnés, désenchantés lorsqu'ils regardent vers l'Est — beaucoup plus eux que les travailleurs de l'Est eux-mêmes lorsqu'ils réfléchissent à leur propre pays. D'abord parce que, pour ces derniers, le progrès matériel certain que leur travail « socialiste » a assuré, ils en ont tant bien que mal des preuves concrètes. Ensuite et surtout, parce que des moyens d'information massifs et à sens unique les ont persuadés qu'ils étaient concernés par le progrès commun, intéressés, participants, pas humiliés, pas le moins du monde « lanterne rouge de la société » (c'est l'expression employée par un ouvrier occidental en réponse à Jean Lignon, l'auteur du livre dont je vous ai parlé) pas la « lanterne rouge », mais, au contraire, « l'avant-garde ». En apparence

(1) Éditions Plon.

l'ouvrier de l'Est a gardé la foi. On la lui a fait garder.

Mais, est-ce bien la même foi que celle des ouvriers français d'il y a seulement un quart de siècle ? N'est-ce pas plutôt une forme de foi nationale encouragée et entretenue par les moyens massifs d'information ?

Quoi qu'il en soit, les ouvriers de l'Ouest, eux, voient qu'il y a des classes dirigeantes à l'Est. D'où, qu'ils le disent ou non, leur désillusion. De leur foi perdue, de cette foi qui ne leur permet plus d'affronter avec espoir leur condition, leur humiliation, leur aliénation, de cette foi perdue, il reste tout de même quelque chose : le désir qu'au moins, au départ, les chances soient égales d'échapper à l'humiliation ouvrière. Si ce désir n'a pas pris toute l'importance, n'a pas toute l'influence qu'il devrait avoir, c'est, à mon avis, d'une part, parce que les syndicats ont continué sur leur lancée « mythologique », et c'est, d'autre part, parce que notre enseignement est encore tel — par suite en partie de la concurrence mal cachée du primaire et du secondaire — notre enseignement est tel que les « lanternes rouges » se résignent souvent à l'être, sont souvent persuadées qu'elles n'étaient pas capables de faire mieux et qu'il y a, donc, une certaine justice dans leur sort, car enfin peut-on soupçonner « le maître » ? Doubter de la loyauté d'un examen ? En fait, ce n'est pas seulement notre système édu-

catif qui est en cause. Il est effectivement plus difficile de sortir du rang que de naître coiffé : l'enfant de la classe ouvrière n'est aidé par personne à la maison, et, dans cette maison, il n'a pas ses aises. Il faudra longtemps pour que cela change, peu à peu. Il faut que les deux niveaux s'élèvent, celui de la famille et celui du logement, pour que l'enfant n'ait pas trop de mal à grimper lui-même un peu plus haut que les siens. Aujourd'hui, l'enfant moyen est incapable de surmonter la triple barrière du système d'enseignement, du milieu familial et du lieu de travail. « Une chambre à soi », réclamait la romancière britannique V. Woolf. Une chambre à soi ? Que diraient ces enfants qui ne fournissent finalement à la nation que l'infime pourcentage que vous savez, même pas 2 % dans les Facultés ou les grandes écoles.

Si les syndicats, si les partis ouvriers mettaient fortement l'accent là-dessus — mais non, ils le font très peu. Parce que c'est une revendication longue à satisfaire ; que, de plus, elle concerne les enfants du militant, non pas le militant lui-même, qui — à tort — est censé s'y intéresser moins qu'à lui-même. Et surtout, cette revendication-là ne semble pas mettre tout en cause comme la mythologie traditionnelle l'exige encore. Elle n'est pas « révolutionnaire ». Elle est réformiste. La preuve : les patrons sont pour. Ils parlent de formation, de promotion...

Les patrons ont en effet besoin d'ouvriers de plus en plus instruits. Ils ne peuvent plus se contenter d'ouvriers sans savoir. Ça exige des connaissances et, en exigera, demain, encore davantage.

Mais quand bien même il n'y aurait pas cette force des choses, une autre jouerait. Une société de production tend fatalement à être une société de consommation ; partant, le niveau de vie doit absolument s'y élever. La « chambre à soi » va devenir possible. Presse, radio, T.V., cinéma, dont il est de bon ton de dire pis que pendre, vont niveler les milieux familiaux. Il est de bon ton d'en dire pis que pendre ? N'est-ce pas qu'on les juge d'en haut et non pas d'en bas ? J'ai parlé ailleurs de ce berger que j'avais vu gardant ses moutons — enfin : laissant ses chiens les garder — et quant à lui, écoutant le transistor qu'il tenait à bout de bras sous une cape tout à fait traditionnelle. Je suis au regret de considérer qu'il y a progrès même s'il écoutait Dieu sait quoi. Il avait pris contact. Il était à l'écoute du monde. Il était relié au monde. Il était socialement promu.

Un jour, il refusera que ce soit par de bas intermédiaires.

Un bâton de maréchal dans sa giberne.

Paris-Presse daté du 7 avril 1962, page 9. « Manœuvre aux usines Ford (anglaises) en 1932, il gagne aujourd'hui 40 millions par an comme directeur général :

L'ÉTONNANTE ASCENSION D'ALAN BARKE

« Son secret : ne jamais regarder sa montre quand il travaille. »

D'aussi « étonnantes ascensions » furent longtemps la seule promotion sociale offerte par le capitalisme. C'était le bâton de maréchal que tout soldat, etc., etc... C'était le même système de compensation, de consolation que le billet de loterie qui peut rendre millionnaire le coiffeur Bonheure. C'était l'équivalent du prince pour la bergère. En fait, les étonnantes ascensions avaient moins d'importance par elles-mêmes (elles étaient si peu nom-

breuses !) que par les rêves, innombrables, eux, qu'elles suscitaient. Au temps où ils étaient révolutionnaires, les ouvriers haussaient les épaules et dénonçaient la rareté de telles réussites. Aujourd'hui, réagissent-ils de la même façon ?

Oui et non.

Non, en ce sens qu'ils ne songent pas à devenir un jour directeur de l'usine où ils entrent comme manœuvres.

Oui, en ce sens que ne croyant plus à leur travail (regardant leur montre, tout au contraire d'Alan Barke), ils éprouvent encore le besoin de fausses fenêtres sur l'avenir. Dans son étude déjà citée, Jean Lignon, ouvrier lui-même pendant sept ans, évalue à 50 % les ouvriers qui rêvent de sortir de leur condition. Il les appelle des « évasionnistes ». Leur rêve le plus fréquent, c'est « un petit commerce ». « S'établir à son compte. » Mais, à y regarder de plus près, ce n'est qu'un rêve, une fausse fenêtre dont ils savent qu'elle est une fausse fenêtre. En fait, les prétendus projets d'avenir ne servent qu'à dorer la pilule, à diminuer l'amertume de la résignation.

Et pourtant, nous l'avons vu, « φ 2 » a et aura de plus en plus besoin d'ouvriers très spécialisés, comme elle a et aura de plus en plus besoin de consommateurs de plus en plus dépensiers. Au moment même, où, par ailleurs, « φ 2 » est sans pitié pour ceux qui veulent s'établir à leur compte, ouvrir

un petit commerce, à l'époque des super-marchés.

Comment donc expliquer que $\varphi 2$ ait besoin d'une promotion ouvrière, que les ouvriers demandent à sortir de leur condition et que, cependant cette condition se perpétue ? C'est qu'il faut toujours du temps aux hommes pour céder aux forces mises en marche par eux-mêmes. Il leur faut, pour cela, renoncer aux mythes du passé et aux courtes vues du présent, avoir l'intelligence de l'avenir.

Sans doute, les politiques peuvent-ils intervenir, pousser à la roue, quitte à faire sourire et à être traités de naïfs, ou, tout au contraire, accusés de camoufler leurs véritables sentiments qui, n'étant pas révolutionnaires, ne sauraient être que réactionnaires.

Outre la « force des choses », outre les nécessités de « $\varphi 2$ », outre l'action des politiques, ce qui, en fait, devrait promouvoir l'ouvrier, c'est son intérêt matériel. Sans doute lui faut-il pour cela renoncer aux tentantes illusions révolutionnaires du travail libérateur, aux non moins tentantes illusions petites-bourgeoises de s'établir à son compte, ou encore aux illusions bourgeoises, de passer, comme Alan Barke, du poste de manœuvre à celui de directeur général. Sans doute doit-il d'abord se résigner à briguer les trois chevrons du sergent-chef et non plus un bâton de maréchal.

Mais il y a, pour l'y pousser, une force toute-puissante : son besoin de sécurité. Cette sécurité,

avant tout, il la trouvera dans le salaire au mois.

Le salaire au mois, lorsqu'il y pense, lui apparaît comme une sorte de visa, de passeport, pour entrer dans une autre classe que la sienne, cette classe mal définie, ce *no man's land* qui sépare l'ouvrier des autres.

Comme il est différent de vivre à la semaine, à la quinzaine, et, enfin, au mois ! Quel bouleversement cela entraîne ! Quels points de vue différents ! Acheter à crédit, par exemple, n'est plus, pour le salarié mensuel, un pari dangereux. S'endetter est presque raisonnable lorsqu'on ne vit plus comme un oiseau sur la branche. Une fois endetté, on se sent d'une autre espèce, de celle qui fait des plans à long terme.

Sans doute a-t-on exagéré l'importance, l'influence des achats à crédit sur la psychologie de la classe ouvrière française. Cette influence n'est réelle qu'en ce qui concerne les « mensuels » qui se trouvent effectivement détournés des aventures par le souci de respecter leur signature au bas des 12, 15, 18 traites de la T.V. ou de la Dauphine.

S'endetter devient adhérer à la société. Et, loin de s'attaquer à elle, on se bat pour y adhérer davantage, en essayant, par exemple, d'obtenir un salaire annuel garanti.

L'intérêt de « $\varphi 2$ » va ici à la rencontre de l'intérêt du mensuel. Il est évident que « $\varphi 2$ », de société de production, devient, fort logiquement, une

société de consommation. Pourquoi produire plus d'un million d'automobiles par an si les hommes qui produisent ces automobiles reculent devant les risques du crédit nécessaire à l'achat d'un véhicule ? Douze ou quinze mois de crédit, même à 1 % d'intérêt, feront toujours hésiter celui qui vit à la quinzaine. Même en période de plein emploi.

Le consommateur idéal dont φ 2 a besoin ne saurait être l'ouvrier payé à l'heure.

Et puis, à l'instant même, moi en écrivant et vous en lisant ces deux mots : « plein emploi », nous avons nommé une force de plus parmi celles qui poussent l'ouvrier horaire vers la classe moyenne. En effet, dans une période de plein emploi, l'industriel a intérêt à s'attacher la main-d'œuvre. Il vaut mieux, pour lui, être sûr de ses effectifs pour tout un mois que pour une semaine ou quinze jours. Offrir de la payer au mois, voilà qui l'attire, la débauche peut-être de l'entreprise concurrente.

*
* *

Faisons le point : la « classe ouvrière française » a perdu son infanterie, elle a perdu ses illusions, elle a gardé son amertume mais elle est poussée vers la classe moyenne et elle est appelée par elle. Le bulletin de santé serait bon sans cette amertume née de l'humiliation, de la conviction d'être en bas de l'échelle, d'être la lanterne rouge.

Que cette conviction pousse au militantisme « séparatiste », au rêve ou à la résignation, le résultat est toujours mauvais. C'est un frein bloqué.

Peut-être, peu à peu, l'amertume ne sera-t-elle plus qu'une certaine méfiance, un refus de croire que telle fenêtre est une vraie fenêtre et non pas un trompe-l'œil. J'ai cru en voir un premier signe à l'automne dernier (1). La Régie Renault lançait une nouvelle voiture, la R 4...

Pour lancer la R 4, une idée : permettre à qui voudrait, de l'essayer en plein Paris. Aussitôt pensé, aussitôt fait. 350 R 4 circulent dans Paris avec de petits drapeaux au bout de leur antenne radio. A bord de chacune d'elle, un démonstrateur qui vous passe le volant si vous le voulez pour 15' (une sorte de petit réveil-matin de poche vous minutera). C'est l'opération : « Prenez le volant ».

Qui sont les 350 démonstrateurs ? En grande partie, ils ont été recrutés dans les ateliers de la Régie... N'est-ce pas plus agréable que d'être à Boulogne-Billancourt ?

L'expérience est un succès. Côté clients. Côté démonstrateurs. Près d'un sur cinq s'est révélé un excellent vendeur. Ils suivent un stage. Parmi les stagiaires, une bonne trentaine confirment leurs qualités. Les voici donc vendeurs en titre, démonstrateurs en titre...

(1) 1961.

Sortis de leur condition. Promus par la chance
— mais une chance provoquée.

— Qu'en ont-ils pensé ? ai-je demandé à l'un
de mes amis de la « Régie ».

— Ils n'y croyaient pas.

*
* *

Ils n'y croyaient pas. Cela était en contradiction
avec toute leur expérience sociale.

Ils n'y croyaient pas et peut-être faut-il croire
pour devenir, pour échapper au sort de ces « Mozarts
assassinés » dont parle Saint-Exupéry, aux dernières
pages de *Terre des Hommes*.

Il faut non seulement croire soi-même. Il faut que
les autres croient aussi. Comme ces officiers lyonnais
qui faisant passer des tests à un jeune conscrit,
Jean Fresne, certificat d'études, décidèrent que, non,
il ne fallait pas lui faire faire son service militaire
mais le renvoyer en classe. C'était un Mozart sauvé.
Mozart ? Le nom est trop beau ? En six mois, Jean
Fresne a appris tout ce qui s'apprend normalement
en six ans et il a passé son bac.

Je ne veux pas finir ce cinquième entretien sans
laisser la parole à la maman de Jean Fresne. Maman
aussi de dix autres enfants (j'ai 5 hectares et onze
enfants, dit-elle). Je n'ai qu'à recopier quelques
lignes dans *France-Soir* du 11 avril 1962, page 9 :

Question : vous regrettez qu'on l'ait « découvert »
à l'armée ?

Réponse : Ce n'est pas du regret, non. Je sais
qu'en un sens, c'est bien. Et même, d'en avoir parlé,
ça aidera peut-être à faire découvrir l'intelligence
d'autres que lui. Mais j'ai peur.

Question : Peur de quoi ?

Réponse : De la cassure... Il va être entraîné dans
un autre milieu.

*Mon docteur gribouille (sur ses genoux)
une ordonnance sociale.*

Le médecin et ma femme sont à mon chevet. Je suis malade. Peu importe la maladie. Elle m'a secoué. Fatigué, je prête une oreille méfiante à la conversation.

Ma femme : Obligez-le à se reposer.

Le docteur : Pas trop, madame. Si je dis quinze jours, il va protester et être déraisonnable. Mettons huit. C'est déjà beaucoup. Que voulez-vous, j'ai pensé à lui, l'autre soir, après votre coup de téléphone et j'en suis arrivé à ceci : dans le fond, il ne gagne pas sa vie en travaillant. *Il est payé pour vivre.* Ce n'est pas travailler, ça. C'est vivre... En conséquence, je ne peux pas — ce serait mauvais pour lui — le priver de quinze jours de vie. Huit... d'accord ?

Et le voici qui griffonne quelque chose sur le bloc posé sur ses genoux.

*
* *

D'accord, docteur. D'accord. Mais pour vous aussi, travailler, c'est vivre. Pour ma femme aussi, qui est dans l'Enseignement. Et de plus en plus, dans notre monde, on gagnera sa vie à la vivre ; on sera payé pour faire ce qu'on aime.

Je n'aurais pas aimé ce que vous aimez. Mais j'aurais aimé mille autres choses que mon métier. Ingénieur, architecte, et surtout pilote.

Jamais, ce n'aurait été « travailler » pour moi, que de conduire un avion ou de dessiner le plan d'une maison, d'une ville, d'une machine. Jamais. Je dirais même que voler cela aurait été pour moi une forme de prière. Car enfin, qu'est-ce que c'est qu'une prière ? Un dialogue avec plus grand et plus beau que soi. En avion, avec la terre. Mais je reviendrai là-dessus... Le moment n'est pas venu.

Le moment est celui de noter que, dans ce deuxième tiers de la population active dont nous allons maintenant nous occuper, il y a tout un grand mouvement d'adhésion à la fonction, au rebours de ce que nous avons vu dans le premier tiers. Ici on aime ce qu'on fait.

Et on est de plus en plus nombreux à l'aimer ou à être en condition de le faire ; puisqu'il y a de plus

en plus de « cadres ». Albert Sauvy donne pour exemple la société Peugeot :

Entre 1939 et 1955 (soit seize ans) les ouvriers ont augmenté de 0,4 % autant dire : rien. Les employés de 18 %. Les ingénieurs, de 109 %.

Tel est le mouvement de croissance qui affecte la classe moyenne dont j'estime, à l'heure actuelle, qu'elle groupe environ le tiers de la population active. Mais qui très certainement sera demain majoritaire, lorsque les deux autres classes lui auront apporté les renforts inévitables. Les deux autres classes, c'est-à-dire, d'une part : les ouvriers « horaires » et d'autre part : ceux qui sont « leurs propres maîtres » dont nous examinerons bientôt l'évolution.

Sans aucun doute, ce qui frappe d'abord, lorsqu'on pénètre dans cette classe moyenne, c'est que le sentiment de subordination y cède la place à un sentiment de responsabilité. Partant : d'humiliation, point ; mais de la dignité. Ce qui frappe, secondement, c'est que la fonction y prend peu à peu le pas sur le salaire et le traitement, non seulement à cause de l'adhésion, mais aussi pour des raisons tout bonnement matérielles à savoir : les avantages attachés à la fonction.

Voyons ces deux points : dignité dans la fonction — avantages attachés à celle-ci.

*
*
*

Le sentiment de dignité ne naît pas seulement du fait que le membre de la classe moyenne a souvent d'autres hommes sous ses ordres. C'est là une situation qui a tendance à disparaître puisqu'il y a de plus en plus de « classe moyenne » par rapport à ce qui reste de la classe ouvrière. Tout au contraire même, cette armée de généraux qui perdent leurs « 2^e classes », cela pourrait, s'il ne s'agissait que de commandement, créer un sentiment d'inutilité décourageant, d'interchangeabilité.

Le sentiment de dignité naît avant tout de la spécialisation technique, non pas que chacun devienne irremplaçable, non pas qu'il ait à lui tout seul un poids déterminant, mais il a conscience de la valeur de ce qu'il fait, il en a l'intelligence et le goût. Il n'est pas seul à son niveau ? Il est en équipe ? Eh bien ! il est fier de celle-ci ou apprécie ses égaux.

Cela, à l'atelier, à l'usine ou au bureau. A l'extérieur, encore mieux : là, il est, devant les tiers, l'*homme-qui-sait* même lorsqu'il ne s'agit pas d'un savoir difficile à acquérir. Voyez la respectabilité, l'importance, la dignité du mécanicien de garage lorsqu'il soulève le capot de votre voiture. *Le moteur, c'est son affaire*, comme on dit.

Par rapport aux tiers, le spécialiste est toujours

seul maître à bord. Ne dites pas au mécanicien du garage qu'à votre avis, c'est le delco ou une bougie qui ne va pas. Il ne vous entendra sans doute même pas.

Cette dignité, cette supériorité est si précieuse que le salarié peu spécialisé se donnera au besoin l'air de l'être jusqu'au bout des doigts. Pour se réhausser à ses propres yeux (1).

La même tendance explique la dureté de certains petits fonctionnaires derrière leur guichet. Qu'aucun d'entre eux ne m'en veuille de cette remarque. Il y a aussi les nerfs, bien sûr, la fatigue. Il y a tout de même, je crois, avant toute chose, le désir de cette supériorité sociale indiscutable : celle du spécialiste, celle de celui qui sait ce qu'il faut faire.

On m'accordera sans doute assez facilement raison sur ce premier point, que l'idéal des mensuels (et même, au besoin, par artifice et faux-semblant) l'idéal de l'homme c'est le spécialiste, la fonction devenue homme, dignité de l'homme.

On rechignera à me donner gain de cause sur le second point : dans certains secteurs, déjà, la fonction passe, finalement, avant sa rémunération. On m'opposera par exemple, et avant même que je sois

(1) Sans doute avez-vous lu, dans *L'Être et le Néant* de J.-P. SARTRE, le portrait du garçon-de-café-qui-joue-le-rôle-du-garçon-de-café-tel-qu'il-suppose-que-les-tiers-doivent-l'imaginer. Il y a, dans son attitude, non pas la peur d'un néant métaphysique, mais le désir d'un être-social.

allé plus loin, que les revendications de « revalorisation » sont, ces temps-ci, plus fréquentes que les revendications de *salaires*. N'est-ce pas que le traitement n'est pas tenu pour négligeable ?

Bien sûr, mais, en sens inverse, on peut soutenir que cette revendication serait encore plus vive si les mensuels n'étaient retenus, calmés par leur dignité. Ils ont de plus, en guise de compensation, une sécurité supérieure à celle des ouvriers. Enfin, le fait « d'être au mois » les a souvent poussés à s'engager davantage que les ouvriers dans des achats à crédit ou des dépenses familiales plus lourdes.

On m'opposera ensuite, qu'une fois satisfaits les besoins primaires (alimentation) et les besoins secondaires (le frigidaire), on s'ouvre à des besoins tertiaires inépuisables par nature : je souhaite d'abord un mois de congé, après quoi je souhaite pouvoir le passer dans un pays voisin de la France : Italie, Espagne. Mais, quoi ? Je ne connaîtrai donc jamais Athènes ?

Oui, il y a tout cela, ces revendications sans cesse nouvelles, qui entrent en jeu et semblent me donner tort. Mais élevons-nous encore un peu dans le même groupe social, dans cette classe moyenne. Nous voyons alors apparaître *les avantages attachés à la fonction*. Sans doute y en avait-il déjà tout au bas de l'échelle, mais pas qui soient aussi visibles, aussi décisifs.

Prenons un responsable moyen dans une grande

entreprise. Son salaire ne lui permettrait absolument pas de vivre comme il vit lorsqu'il vit en tant que responsable de l'entreprise. En tant que responsable, il a par exemple, une voiture à sa disposition — il peut inviter, pour affaires, dans les meilleurs restaurants — voyager dans les meilleures conditions (1).

Avantages d'autant plus précieux qu'ils vont échapper à l'impôt. Avantages qui attachent d'autant plus à la fonction que plus leur bénéficiaire se donnera à celle-ci et plus les avantages seront nombreux.

Cela est parfaitement vrai dans le secteur nationalisé de notre industrie. A chaque fois qu'une grève en agite quelque partie, la presse et l'homme de la rue font le même commentaire : certes, ils ne gagnent que tant, mais... et les avantages en nature ? Ici, le chauffage. Là, le logement, la lumière, les transports... Ce qui est vrai dans l'ensemble, l'est encore plus du point de vue qui nous intéresse.

La dignité de la fonction, les avantages de la fonction, la font échapper à la seule mesure monétaire.

Sans doute, cela n'est-il qu'une tendance dont on peut discuter le caractère général sinon la réalité.

(1) Selon certains chiffres que je n'ai pu vérifier, 50% des ingénieurs français sont logés et chauffés par les entreprises, secteur national compris.

Mais, la multiplication des responsabilités et des techniques, des organisateurs, des chercheurs, la place de plus en plus grande prise par le secteur tertiaire, tout cela contribuera à renforcer le mouvement. Disons, au passage, que la tendance existe jusque dans l'armée, qu'elle la travaille. La même évolution technique irréversible va comme la « classe ouvrière » française, l'éloigner, la séparer de son infanterie. L'en dépouiller. La moyenniser en la technicisant, pour inventer des mots.

Je crois, au point où nous en sommes de nos entretiens que, dans une certaine perspective, nous pouvons tenir pour acquis ce double aspect de l'évolution sociale :

Côté ouvrier : soif de dignité et soif de sécurité qui le poussent vers la classe moyenne.

Côté classe moyenne : besoin de renforts et par conséquent on y est prêt à en payer le prix, à savoir : dignité et sécurité.

Il y a convergence : deux classes vont l'une vers l'autre, mais c'est pour grossir les rangs de la seconde, de la classe moyenne.

*L'homme au cigare entre les dents
n'est pas celui qu'on pense.*

1848 ? La Commune ? 1936 ? Quand donc un dangereux révolutionnaire a-t-il déclaré : « A mon avis, il est fatal que l'expropriation pour cause de médiocrité industrielle et commerciale s'inscrive un jour dans notre droit » ?

Quand ?

Il n'y a même pas trois mois, au moment où j'écris. Qui ? — M. Bloch-Lainé, directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations. Où ? — Devant le Centre des Jeunes Patrons.

Aucun d'entre eux ne s'est levé pour chasser le bolchevik. S'ils n'ont pas applaudi sur-le-champ, ils l'ont fait lorsque l'orateur est arrivé au bout de son exposé.

Eh quoi, nous sommes chez l'homme au cigare entre les dents, chez le défenseur naturel de ce droit

sacré, la propriété ; on y entend des propos pareils et on les y tient pour raisonnables ou, tout au moins, valant réflexion ?

Ces patrons-là ont donc si peu à voir avec ceux de la belle époque ? Les écuries de course, ça ne plaît plus ? Et les Lionnes ?

... Évidemment, on n'en est plus là, ou, plutôt, on y est de moins en moins. Peut-être le doit-on en grande partie à l'apparition des moyens d'information de masse. Certains excès n'étaient possibles qu'ignorés et certes on ne s'y livrait pas pour les cacher à ses pairs, mais de là à les soumettre bon gré mal gré au jugement populaire, un jugement tout travaillé d'esprit révolutionnaire il y a trente ans, aujourd'hui, d'amertume !

Il n'empêche qu'à l'heure actuelle, il existe, entre le revenu le plus bas d'un citoyen et le plus élevé, de très grandes différences (1).

Sans doute les revenus les plus élevés sont-ils rares et rares, aussi, les plus bas. Cependant, ils sont et, en fait, c'est le premier obstacle sérieux contre lequel vient buter notre hypothèse de convergence des classes.

Examinons toutefois l'effectif total de cette troisième classe, de ce troisième tiers de la population active. Il se divise en gros pour moitié entre patrons

(1) Je parle de revenus et non pas de salaires ou traitements. Pour ces derniers, la différence serait de l'ordre de 1 à 8.

(3 180 000) et agriculteurs (3 780 000). En tout, 6 960 000 personnes. Le revenu des premiers est très exactement le double de celui des seconds :

Patrons : 2 900 milliards.

Agriculteurs : 1 450 milliards (1).

Cette différence est d'autant plus considérable que les agriculteurs sont un peu plus nombreux que les patrons. Elle est certainement le reflet d'un ensemble d'injustices individuelles.

Mais si, avec le professeur Jean Fourastié, nous nous en tenons à l'ensemble du revenu et des effectifs (4 350 milliards pour 6 900 000 personnes), si nous divisons le premier chiffre par le second de façon à obtenir le revenu moyen de chaque membre de la troisième classe, nous découvrons qu'il n'est pas tellement éloigné de ce que représentait, en 1954, le salaire moyen des deux autres classes, c'est-à-dire de tous les salariés. Il était alors de 550 000 francs par an.

Attribuez aux patrons et aux agriculteurs ces 550 000 francs par an. Faites le compte : $550\ 000 \times 6\ 900\ 000 = 3\ 850$ milliards.

3 850 milliards de salaire au lieu des 4 350 milliards de « profits » qui sont réellement perçus par la troisième classe. Autrement dit la différence ne serait que de 500 milliards par an.

(1) J'adopte ici les chiffres de 1954, fort peu différents des miens, pour pouvoir suivre la démonstration du professeur Jean Fourastié à laquelle j'arrive.

Comprenons-nous bien. Il ne s'agit pas d'oublier les injustices individuelles. Ni que le patron a droit à deux fois plus que l'agriculteur.

Mais, dans l'ensemble le fait est là : 500 milliards seulement. 5 % à peine, sur l'ensemble des revenus.

Commentaires du professeur Jean Fourastié que nous venons de suivre dans sa démonstration : « le système de rationnement par salaires et profits qui est le nôtre depuis des millénaires, quoique fort imparfait et empirique, quoique souvent individuellement injuste, quoique arbitraire dans l'échelle des salaires et aléatoire dans la récolte des profits, n'a pas l'inconvénient majeur qui lui est cependant imputé couramment par le Français moyen ». (1)

Et Jean Fourastié de considérer qu'une révolution, le désordre étant gaspillage, aurait vite fait de coûter plus cher que ces 5 %.

Évidemment, 5 % ne pèsent pas lourd. Encore que 500 milliards, chaque année, permettraient une fois l'équilibre politique retrouvé, quelques réalisations spectaculaires. Par exemple, pour une seule année, le canal Rhin-Rhône et le tunnel sous la Manche par-dessus le marché.

Il n'empêche, nous pouvons affirmer qu'il entrerait bel et bien une part de légende ou de caricature dans

(1) Je me suis demandé, par la suite, si telle réflexion plus générale de Léon BLUM dans *A l'échelle humaine*, n'allait pas dans le même sens : « La nature impose après coup aux révolutions les délais qu'aurait exigés une évolution régulière. »

le portrait qu'on nous faisait de l'homme-au-cigare-entre-les-dents. Toutefois, la mise au point de Jean Fourastié n'est surtout exacte que sur le plan théorique. Déjà sur ce plan-là, la différence entre revenu paysan et revenu patronal nous avait fait sursauter. Or, à la réflexion, n'y a-t-il pas aussi parmi les patrons, des profits qui atteignent à peine le minimum vital ? N'y a-t-il pas des boutiquiers, des artisans contre les profits desquels vous refuseriez d'échanger votre salaire et votre traitement ?

Si donc, dans l'ensemble, la somme des profits est normalement et économiquement supportable, il n'en va pas de même dans la répartition de ces profits — et cela d'autant moins que dans notre « troisième classe » nous venons coup sur coup, et sans avoir à entrer dans le détail — de découvrir déjà trois catégories (agriculteurs, artisans, boutiquiers), trois catégories qui comptent dans leurs rangs nombre de survivants de l'économie du siècle passé, prêts à suivre, sur le plan politique, n'importe quel nostalgique pour échapper à « la cruauté économique », à la sélection naturelle qui rejette inexorablement les moins aptes dans la condition salariale (1). Reconversions paysanne, artisanale, commerciale, que de drames !

(1) On prête à ce sujet au général de Gaulle dont on sait le mépris pour les « péripéties » (mais que vivons-nous d'autre ?) la réflexion suivante : « Les enfants de Poujade ne seront pas poujadistes. »

*
* *

Faisons le point avant d'aller plus loin : économiquement supportable, la troisième classe, par la force des choses, par l'injustice des choses, la cruauté de la concurrence, peut devenir relativement égalitaire, seuls les « gros » subsistant.

Cela dit, allons plus loin.

*
* *

L'avènement de $\varphi 2$ a mis les patrons et fils de patrons au pied du mur : ou bien ils laissaient leurs entreprises aux mains des hommes de $\varphi 2$ et alors ils devaient se résigner à un désaveu doré mais précaire, ou bien ils devenaient eux-mêmes des hommes de $\varphi 2$, des directeurs, des technocrates, des cadres. Ils assuraient ainsi la prospérité de l'entreprise familiale, leur dignité personnelle, le sens même de leur vie.

Ils ont pour la plupart choisi cette dernière solution et cela mérite quelques réflexions.

Nos réflexions seront toutes simples : pourquoi, effectivement, l'homme de la troisième classe, sous prétexte qu'il est le fils d'un autre homme de la troisième classe, pourquoi renoncerait-il au goût, à la dignité et aux avantages de la fonction ? Ce qui est vrai pour d'autres est vrai aussi pour lui

pour cette raison qu'il y a, dans chaque homme, des nécessités qui sont plus fortes que les classes, qui minent les classes.

De même que le manuel, de même que le salarié horaire souffre de l'absence de responsabilité, l'homme de la troisième classe se suiciderait moralement s'il renonçait à cette responsabilité. On en arrive à cette vérité paradoxale que le capitaliste désœuvré serait dans le même désarroi que l'ouvrier non-intégré. Vérité paradoxale, vérité pourtant comme le montrent la mauvaise utilisation des loisirs ou cette « maladie du bonheur » qui, dit-on, afflige un pays déjà « convergé » comme la Suède (1).

Ajoutez à cela que faute de se traiter lui-même comme un homme de la deuxième classe, l'homme de la troisième classe se trouverait dans une situation d'infériorité vis-à-vis des salariés qui dirigeraient son entreprise. Pardonnez-moi la dureté de la comparaison : il serait, par rapport à eux, dans la même situation que ces fameuses lionnes de 1900. Dans la situation d'une femme entretenue.

(1) Mais la convergence ne s'y est-elle pas faite trop vite ? N'est-ce pas le manque d'ouverture européenne, mondiale qui étouffe les jeunes Suédois ? Par contre-coup, ne peut-on pas s'expliquer qu'un certain « besoin d'air » ait animé un Bernadotte, un Trygve Lie, un Hammarskjöld ? — Besoin d'air ? « Dimension », dirait Louis Armand : Comme les entreprises, l'homme a besoin d'avoir une dimension maximum-minimum...

Alsthom, ce poète.

Les deux gros avions décollèrent du Bourget à l'heure du déjeuner et mirent le cap sur l'Est. Le temps était médiocre. Le menu excellent. L'hôtesse s'excusa : « Nous n'aurons pas le temps de vous servir le café. Voici Belfort... » où nous allions, une poignée de journalistes et beaucoup d'hommes d'affaires, visiter les usines Alsthom.

Effectivement, voici le terrain. Des soldats poussent une échelle de fortune. Des cars nous attendent. Une fois dans l'usine, des ingénieurs prennent en charge les groupes de visiteurs qui ont reçu des insignes de couleurs. Je suis du groupe couleur cognac. Deschamps aussi qui est attaché de presse à la Production industrielle. De temps à autre, il est à mes côtés... Au début, il n'est guère enthousiaste, me semble-t-il. Et puis, un peu plus tard, alors que nous allons de turbine en turbine et qu'au pied de chacune d'elles une pancarte nous indique

à quelle usine elle est destinée, à ce moment, voici Deschamps romantique : « Mais... dit-il, ... C'est de la poésie, vous ne trouvez pas ? » Et de la main il me montre les pancartes, lettres noires sur fond orange : ABIDJAN, dit l'une, PTOLEMAIS, dit l'autre (traduisez : quelque part en Grèce) NIMÈGUE (Hollande) MATANZAS (Cuba) SIERZA WODNA (Pologne) U.R.S.S. — Eh oui ! c'est de la poésie, c'est l'exotisme de notre temps. L'exotisme d'un pays qui vend des machines, de la « substance grise », au lieu d'échanger de la verroterie contre l'ivoire et de payer le rhum en cotonnades.

Made in France en guise de drapeau. Autre leçon de ce voyage ! Avant d'entrer chez Alsthom, nous avons laissé, sur notre gauche l'usine Bull (calculatrices électroniques) et nous sommes tout près de Peugeot dont le lion est plus connu que celui de Belfort.

Alsthom, Peugeot, Bull, c'est la France en Europe et, les pancartes nous l'ont dit, c'est aussi la France dans le monde.

Dans ce petit livre, nous avons jusqu'à présent considéré notre pays comme s'il était possible de l'isoler du reste du monde. Il faut maintenant le situer dans le monde et voir si cette situation n'a pas quelque conséquence sur son évolution intérieure.

Si nous nous tournons, d'abord, vers ce qui a été l'Empire, puis la Communauté, une chose nous

frappe. Par rapport à tous ces nouveaux États, notre pays se trouve dans la même situation que celle où se trouve, en France même, et par rapport aux autres classes, la classe moyenne, la classe technocratique en expansion. Ou encore, si nous adoptons la division keynésienne (1) de l'économie (secteur primaire : l'agriculture ; secondaire : l'industrie ; tertiaire : les services) si nous adoptons cette division, nous voyons notre pays comme un immense secteur tertiaire par rapport à ces États nouveaux. Non seulement, d'ailleurs, ceux où flotta son drapeau, mais tous ceux qu'on a appelés soit les pays sous-développés, soit le tiers-monde.

Étant dans cette situation vis-à-vis d'eux, il en résulte qu'intérieurement, dans son hexagone, son secteur tertiaire est appelé à un sur-développement. Tout se passe comme si nous étions le secteur tertiaire de ces pays qui n'en ont pas ou leur secteur secondaire lorsqu'ils n'en ont pas non plus. Dans ce dernier cas, notre part est ce qu'il y a, en quelque sorte, de moins secondaire dans le secondaire, toujours à un degré au-dessus : par exemple, s'il s'agit de leur vendre des machines, il nous faut, nous, avoir les machines qui fabriquent ces machines, donc être, à tous les coups, à un degré au-dessus.

(1) Lord Keynes, économiste et financier britannique, 1883-1946.

Il y a là une force considérable qui pousse à notre convergence intérieure et elle y pousse que nous le voulions ou pas. Rien n'est plus saisissant, à cet égard, que le développement récent des *engineerings*, c'est-à-dire des bureaux d'études. Je prendrai pour exemple ceux de la Régie Renault et de la S.N.C.F. Toutes deux, Régie Renault et S.N.C.F., étaient connues dans le monde entier pour leurs réalisations. Un mouvement tout naturel a conduit les uns ou les autres à frapper à leur porte pour leur demander comment faire, parfois même quoi faire. Je ne sais pas si c'est la demande extérieure qui a joué la première ou si c'est la nécessité intérieure, propre à chaque entreprise, qui a poussé à la création des bureaux d'études. Sans doute, demande extérieure et nécessité intérieure ont-elles joué à la fois. Par exemple, chez Renault, il fallait mettre sur pied les nouvelles usines de Flins, Cléon, Le Mans, préparer la chaîne de la R 4 à Billancourt — mais, dans le même temps, il fallait aider des fournisseurs à se moderniser (par ex. Brissonneau à Creil) et répondre à des demandes de toutes sortes : créer un centre d'apprentissage pour les phosphates marocains, adapter du matériel agricole aux conditions de travail au Sénégal, faire les plans de forges et de fonderies espagnoles et, chose curieuse, d'usines de carton pour la Russie, l'Angleterre et les Indes.

Voilà pour vous donner une idée de l'*engineering*

Renault (S.E.R.I.). A la S.N.C.F. l'*engineering* s'appelle Sofrerail. En six ans de temps, Sofrerail a vendu 120 locomotives électriques, 150 à vapeur, 300 diesel, 13 750 wagons (1), 100 autorails et cela dans 29 pays (2). Ces ventes et autres services (électrifications, etc...) ont rapporté 52 milliards à la S.N.C.F. Chez Renault, les chiffres sont encore plus éclatants : la S.E.R.I. a, en une seule année, vendu 260 000 heures d'études. Moitié à la Régie, moitié à l'extérieur.

Je pense que ces deux exemples auront suffi à montrer ce qu'est un *engineering* et avec quelle force il se développe, l'un des premiers en date ayant été celui des charbonnages, Sofremines.

Vous remarquerez que Sofremines, Sofrerail et Seri s'appuyaient dès le départ sur de grandes et puissantes entreprises mondialement connues. Comment des entreprises moins solides allaient-elles pouvoir suivre cet exemple, grouper des dizaines et des dizaines d'ingénieurs dans des bureaux d'études ou les envoyer « en mission » à l'étranger ? — En se groupant.

Dans le seul mois de mars 62, huit entreprises se sont groupées pour avoir, elles aussi, leur *engineering*. Deux groupes de 4 : 1^o) Alsthom, Chantiers

(1) Tels sont les chiffres donnés par l'une des « têtes » de la S.N.C.F., M. L. Delacarte.

(2) Surtout aux Indes et au Pakistan.

de l'Atlantique, Alsacienne de construction mécanique, Fives-Lille.

2^o) Schneider, Delâtre, Frouard, Levivier.

Et j'ai appris, depuis lors, que les *engineering* étaient désormais assez nombreux et couvraient suffisamment de secteurs de l'industrie pour que le gouvernement puisse en dresser une liste, un annuaire.

Imaginez, aujourd'hui, quelque nouvel État qui veuille s'équiper : voici la liste des spécialistes capables de construire, d'édifier les barrages, de creuser les tunnels, d'adapter la machine au climat, que sais-je encore. Aucun doute, par rapport à ces pays, nous sommes des « marchands de substance grise ». Nous sommes leur secteur tertiaire. Et, pour ce qui est de notre ancien Empire, *made in France* y remplace notre drapeau.

* * *

Ne croyons pas tout cela facile, idyllique. La concurrence joue, en ce domaine, encore plus sévèrement qu'ailleurs (1). Plus sévèrement qu'ailleurs même s'affirment, ici, l'avance prise par les deux Grands, leurs possibilités de faire et d'agir plus grandement que nous.

(1) Si sévèrement que cela peut parfois comporter autant de risques militaires que le colonialisme.

Au problème de la dimension, si clairement posé par Louis Armand et Michel Drancourt dans leur *Plaidoyer pour l'avenir*, nous pouvons sans aucun doute répondre par l'Europe. Nous *pouvons* ? Nous *devons*. Les mêmes forces de convergence travaillent là aussi. Dans le même temps que les classes convergent, les « six » convergent.

Mais là aussi, il y a des freins. Non seulement l'antagonisme Moscou-Washington qui menace si souvent de faire s'écrouler l'Europe avant même que sa construction soit achevée, non seulement cette menace-là, mais deux autres : la réussite de notre début d'Europe a excité l'appétit américain et, sous la forme d'investissements, n'assistons-nous pas à une américanisation de l'Europe ? Que deviendront, par exemple, notre Régie Renault et la Fiat, si la Ford anglaise vient se joindre à la Ford allemande, sur le marché automobile européen ? Danger donc : l'américanisation indirecte, par l'investissement, par le dollar.

Troisième danger : un certain retard atomique. Les deux Grands, pour des raisons essentiellement militaires, sont loin en avant de nous et de l'Europe. Courir derrière eux peut paraître ridicule sur le plan militaire mais, faute de raison militaire, serions-nous capables, accepterions-nous, en l'état actuel de notre opinion publique, de consacrer des sommes aussi considérables à une recherche uniquement pacifique ? Dans quelle mesure ne doit-on pas

l'avion à la guerre de 14 et l'atome à la dernière ?

Il est possible que la force de frappe, voulue par de Gaulle, nous fasse faire des progrès techniques que nous n'aurions pas faits sans elle. L'usine de séparation d'isotopes de Pierrelatte doit coûter, je crois, 250 milliards ; ces 250 milliards ont été imputés aux crédits militaires. Alors :

1^o L'eussent-ils été au budget de la Recherche ?

2^o Enrichir l'uranium (ce qui va être fait à Pierrelatte), c'est beaucoup plus important au point de vue pacifique qu'au point de vue militaire, car n'importe quel technicien vous le dira : l'uranium enrichi à Pierrelatte permettra seul d'entrer sérieusement dans l'ère de l'énergie atomique... Alors ? — Je ne tranche pas. Je pose la question : sommes-nous capables, sans « argument » militaire, de faire l'effort nécessaire ? Sommes-nous capables de dire au monde : la bombe A nous l'avons. La bombe H, nous l'aurons demain. Nous y renonçons (1). Mais nous ne réduirons pas d'un sou nos crédits atomiques.

(1) Et, ce qu'oublie facilement les « pacifistes », nous renoncerions aussi à nous servir de celles des autres. Il serait immoral de renoncer à la bombe pour soi — et de profiter de celle des autres. Pacifisme, oui. Dépendance ou complicité, non. Autrement dit, je ne comprends pas qu'on refuse la bombe française pour accepter l'américaine.

* * *

Revenons à notre sujet. Notre clientèle du tiers du monde nous pousse à être un pays — secteur tertiaire. Ce mouvement, que la convergence européenne encourage et fortifie, est, toutefois, menacé par l'antagonisme des deux Grands, contrarié par une mainmise financière américaine, et, enfin, freiné par un retard atomique.

A quel saint se vouer ?

Qui a raison ? M. Debré ? M. Roche ? Les cinq journalistes du « Manifeste des Cinq » ? Le premier écrit, dans *Ces Princes qui nous gouvernent* (p. 59) : « Le problème de l'individu est d'abord de vivre sa vie quotidienne ; ses soucis personnels et ceux de sa famille l'absorbent. Le nombre des citoyens qui suivent les affaires politiques avec le désir d'y prendre part est limité. Il est heureux qu'il en soit ainsi. La cité, la nation où chaque jour un grand nombre de citoyens discuteraient de politique, seraient proches de la ruine. »

Quelques années plus tard, M. Debré est au pouvoir. Le phénomène dont il se félicitait et se félicite sans doute toujours, fait le désespoir du président du Conseil économique, M. E. Roche. Il dit, en novembre 1961, devant la société de Géographie :

« Quand des hommes dont le niveau de vie et

d'instruction s'élève (1) régulièrement, dont la qualité professionnelle s'améliore de plus en plus, quand des hommes qui peuvent prétendre justement à plus de place dans la cité, quand de tels hommes négligent à ce point leur devoir, ce qu'ils considéraient jusqu'à peu comme leur devoir, c'est légitimement qu'on peut être inquiet sur l'esprit de la démocratie. » On peut difficilement s'opposer davantage que M. Roche et M. Debré.

Et voici, en cette même fin de 1961, cinq journalistes qui, à la dix-neuvième page de leur Manifeste (2) prennent à la fois le contrepied du Premier Ministre et celui du président du Conseil économique en écrivant :

« Un grand pays moderne n'a plus à proprement parler de politique intérieure : il a des objectifs communs à 80 % de la population. » A qui donnent-ils raison ? A l'un et à l'autre. Si l'administration des choses, les objectifs communs, l'emportent, alors, dit M. Debré, une élite politique suffit ; alors, dit le président Roche, tout le monde démissionne et je le déplore. Et eux : personne ne démissionne, les choses l'emportent.

Une telle contradiction, à la réflexion, n'est peut-

(1) Niveau de vie : Revue *Consommation* (décembre 1961) : de 1950 à 1960 la consommation des Français a augmenté de 57 %. Instruction : en 1960 : 250 000 élèves dans le secondaire et le supérieur. Prévisions pour 1970 : 4 millions et demi.

(2) *Le Manifeste des Cinq*, éditions Julliard.

être que de surface. Au moment où, c'est vrai, l'administration des choses prend le pas sur l'administration des personnes, où, par conséquent, les vieux partis et les vieilles organisations perdent leurs racines sociales il est normal qu'à ce moment-là une poignée d'hommes soient seuls assez clairvoyants pour tenir le gouvernail en attendant que soit à son poste un nouvel équipage complet enfin trouvé par les passagers, lié à eux, ayant leur confiance et mettant le cap sur les objectifs souhaités par 80 % d'entre eux. Dans le premier temps M. Debré a raison. Dans le second, M. Émile Roche. Et dans l'un et l'autre, les « Cinq ».

Une élite politique ne peut être que provisoire car φ 2 (nous y revoici), exige finalement l'adhésion des « 80 % » ; φ 2 ne supporte aucun séparatisme, aucune démission. Peut-être même ne supporte-t-elle pas la résignation. Elle ne peut pas ne pas exiger que la société ressemble à la grande entreprise. Elle ne peut pas, au-delà de la période transitoire actuelle, elle ne peut pas ne pas reprendre un jour à son compte la formule de Saint-Simon : plutôt les *abeilles industrielles* que les *frelons politiques*.

Chaque forme d'énergie a imposé une forme de société et même d'État. A ce point de vue là, cent quinze ans après sa publication, le Manifeste de Karl Marx reste exact. Mais il ne l'est que dans l'analyse de 1847 et des temps précédents. Il ne

pouvait l'être pour l'avenir. Il ne pouvait prévoir que l'électricité casserait la concentration carbonnière, que la concentration capitaliste (qui se poursuit) n'entraînerait pas une concentration ouvrière, que l'énergie atomique rendrait enfin dérisoires les réalités économique-sociales valables de 1850 à 1950.

Une société qui ne traduirait pas en termes politiques les forces économiques qui la caractérisent, cette société serait une société démente, schizophrène, Dr Jeckill sur un plan, M. Hyde sur l'autre, production de *masse* à un bout, gouvernement par une *élite* à l'autre.

Ce n'est pas seulement une question de logique, de santé morale. C'est une question de vie ou de mort, car cette France dont nous achevons de faire le tour doit trouver sa voie ou suivre celles que l'Amérique ou la Russie lui indiquent. Pourquoi se fierait-elle à de tels guides ? N'apporte-t-elle pas déjà du neuf ? N'est-elle pas la seule à marier économie libérale et planification, secteur privé et secteur national, celui-ci donnant déjà à la « deuxième classe », aux « technocrates », le moyen d'avoir barre sur le secteur privé, sans l'opprimer pour autant, en se « concertant » avec lui (1).

Faute d'une adhésion des 80 %, faute de s'en-

(1) Le secteur nationalisé proprement dit : 15 % du *revenu national*, 8 % de la production. Effectif un demi-million. (Le secteur mixte y ajoute un autre demi-million.)

gager d'un commun accord dans une voie bien à elle, et même si nous écartons tout danger d'absorption par l'Ouest ou par l'Est, la France, encore secouée par la perte de son empire, la France entretrait en décadence. Elle avait pris l'habitude de respirer l'air du large. Elle va étouffer dans une chambre matelassée comme celle de Marcel Proust.

On peut préférer le week-end à l'émeute. On ne peut pas dire avec fierté aux jeunes ; la France a battu le record du monde pour la production des pantoufles et elle l'a battu aussi pour la consommation des pantoufles (1). — Il est impossible d'offrir cette conception de la vie à des jeunes gens qui viendront de retirer la tenue léopard. Notre pays a fait la guerre sans discontinuer pendant vingt-trois ans : 1939-1962. Notre pays, c'est une façon de parler. La plupart de nos jeunes. Leur parler pantoufles, c'est risquer l'explosion. Nous l'avons frôlée déjà. Car pour arriver au terme de la décolonisation, il a fallu s'appuyer sur tout et tout n'était pas que courage, lucidité, honnêteté, idéalisme ; c'était, aussi, petit calcul, lâcheté, défaitisme. Personne n'ose dire que les paras, haïs par la gauche, ont parfois été plus à gauche que la gauche — et que la gauche a été parfois plus lâche que ceux qui ont torturé. Un pays sain ne peut pas opposer la pantoufle des vieilles générations à la tenue léopard

(1) Le moins drôle, c'est que c'est vrai.

des jeunes. Il doit concilier les deux. Encore une fois, ce n'est pas une question politique, mais pratique : ¶ 2, l'exige, voilà tout... Une sage, une efficace administration des choses, doit réserver la part de l'aventure. Doit contenir de l'aventure. Il ne faut pas tomber dans le même piège que celui où s'est pris le marxisme. Faisant appel au matérialisme, aux besoins matériels des hommes, le voici contraint à jouer l'idéalisme pour les arracher aujourd'hui à la satisfaction matérielle, au sommeil, à la sieste de l'ex-lutte des classes. Partant d'un tout autre point de vue, je ne crois pas que le général Ely ait voulu dire autre chose, en répondant aux Cinq du Manifeste : « Il ne faudrait pas donner l'impression d'une construction où l'homme serait introduit *in fine*. » Voilà qui nous rassure, car, nous, nous sommes partis de l'homme. Mais avant de voir ce qui, en conséquence, pourrait être proposé à l'homme, il y a une objection que je voudrais écarter. Cette objection naît du raisonnement suivant : pantoufle contre tenue léopard — plus de quarante ans contre jeunes ; vous êtes contre la pantoufle, faites donc appel aux jeunes. Vous avez parlé des partis, des syndicats, des technocrates, de l'armée, et les jeunes ? Nous allons retrouver ici M. Bloch-Laisné. Tout au début de 1962, au cours de cette même conférence où nous l'avons entendu proposer l'expropriation pour cause de médiocrité, il a donné tout son poids à votre objection, à votre tentative

de miser sur une génération contre une autre. Après quoi, il a posé un énorme point d'interrogation. Écoutons-le à nouveau : « Les hommes de ma génération constatent que les débats de principe au milieu desquels ils ont grandi, sur libéralisme et dirigisme, entreprise privée et entreprise publique, font, aujourd'hui, bâiller les élèves des facultés et grandes écoles et les plus jeunes parmi les anciens élèves. Les faits accomplis font craquer les idées reçues. Ces craquements, sensibles il y a dix ans, sont maintenant patents. Mais il ne suffit pas de détruire ce qui gêne, il faut construire ce qui aide l'évolution en cours. A cet égard, est-ce que le terme « jeune » mis en facteur commun dans l'appellation de plusieurs mouvements, recouvre une certaine unité de vues novatrices ?... Je suis frappé, ces temps-ci, des démarches convergentes des *jeunes* syndicalistes, des *jeunes* agriculteurs, des *jeunes* fonctionnaires avec lesquels vous les *jeunes* patrons vous rencontrez et à qui il faut ajouter les étudiants... Je sais bien que je dois me méfier du double péril qui guette les quinquagénaires dont je vais faire bientôt partie : à savoir l'excès de méfiance et l'excès de complaisance vis-à-vis de la génération montante. De tous les facteurs communs, la jeunesse, dira-t-on, est le plus précaire. »

Voilà, je crois, le problème posé. D'un côté convergence des jeunes ; de l'autre côté, n'est-ce pas un feu de paille, un déjeuner de soleil ? Ne nous

mettons pas martel en tête. Un jeune, responsable d'une organisation de jeunes, va lui-même nous répondre. Ce jeune n'est autre que l'actuel président de l'U.N.E.F., Dominique Wallon (1) :

« Il est grave de constater que nombreux sont les anciens dirigeants ou militants de l'U.N.E.F. qui n'ont pu trouver les structures, partis, syndicats, organisations diverses où ils auraient pu poursuivre l'action commencée dans le milieu étudiant. Il y a là un phénomène supplémentaire de la crise profonde de la démocratie que connaît notre pays, le fait que n'existent pas des structures d'engagement suffisamment efficaces pour que des jeunes puissent y retrouver les possibilités d'action qu'ont pu leur offrir certains mouvements de jeunesse. »

Voilà, telle est la réponse de Dominique Wallon, aux dernières lignes de sa préface pour le livre de son prédécesseur, Pierre Gaudet : *Les Étudiants*.

Le cercle vicieux est bouclé : les jeunes ont vieilli, les organisations de jeunes ne peuvent plus rien pour eux. On peut garder la nostalgie des culottes courtes et du sac au dos : on ne redevient pas boy-scout. Diviser la nation en classes d'âge n'apporte aucune solution.

(1) Début 1962.

« V.E.F. ».

« V.E.F. » c'était l'abréviation que nous avons adopté à Europe n° 1, pour désigner l'une des émissions qui ont fait le succès de notre antenne : « Vous êtes formidables. » Lorsque le mardi soir retentissait la marche de Prokofiev, la marche de *L'Amour des trois oranges*, puis la voix de Pierre Bellemarre — souvent celle de Louis Merlin — de quoi s'agissait-il ? Pourquoi les auditeurs étaient-ils non seulement à l'écoute, mais prêts à *faire quelque chose* où à *donner quelque chose* ?

Tout était là. En posant la question, j'ai vendu la mèche. Les auditeurs... étaient eux-mêmes les personnages essentiels, la clé de l'émission. Ce sont eux qui volent au secours de Budapest en 1956 (sans pour autant faire de politique) ; au secours d'une petite fille, Marie-Line Christians, le 15 novembre 1957 (Opération Cœur d'Enfants : en trois jours, 200 736 875 anciens francs récoltés — et mieux

encore, comme cet argent n'est pas utilisé tout de suite, il est placé et rapporte près de 16 millions de plus). Décembre 1959 : le barrage de Malpasset craque. En deux heures et demie, « V.E.F. » recueille 82 millions d'anciens francs. Le lendemain, nouvel appel : les 317 millions sont dépassés. Les mandats, les chèques continuent d'arriver. Les 667 millions sont atteints le 15 décembre... Mars 1960 : Agadir. En vingt-quatre heures, un avion est affrété grâce à « V.E.F. ». A bord, 65 médecins et infirmiers, 3 tonnes et demie de matériel, de médicaments, de lait pour les enfants. Ai-je besoin de continuer ?...

De continuer mon énumération ? Non, inutile. Je n'ai plus qu'à laisser parler le directeur de la revue *Esprit*, Jean-Marie Domenach. Voici ce qu'il écrit au lendemain de l'Opération Cœurs d'Enfants (1) :

« Les créateurs de « V.E.F. » ont retrouvé cette vérité de la psychologie : on obtient davantage en demandant qu'en donnant et le besoin de dévouement est un mobile social plus fort que l'égoïsme (mais) les foules qui se mobilisent pour un petit enfant au cœur malformé ne bougent pas pour sortir... cent mille jeunes ménages parisiens des taudis et des baraques où leurs bébés attrapent la tuberculose, quand ils ne sont pas brûlés par un

(1) Non pas dans *Esprit* mais dans *l'Express*.

poêle ou rongés par les rats... Quoi de plus écœurant que le bon cœur, de plus impitoyable que la pitié ? Mais ne soyons pas injustes... Ces grands attendrissements populaires n'ont pas qu'un côté vil. »

Je m'arrête, un instant, de recopier l'article de J.-M. Domenach qui m'avait tellement frappé, il y a quatre ans passés déjà. Je m'arrête parce que « V.E.F. » dont vous attendez que je chante les louanges, « V.E.F. » était en train d'en prendre un bon coup. Mais aux dernières phrases, ça s'arrangeait un peu. Continuons :

« Cette fraternité éphémère qui se tisse autour de cas touchants nous dit ce que pourrait être une vraie solidarité et quelle serait la puissance du dévouement populaire, pour peu qu'il ait un but. »

Nouvel arrêt, nouveau « commentaire ». Nous voici sur le terrain politique et plus loin dans l'article de J.-M. Domenach, ce n'est plus « V.E.F. » qui en prend un coup, c'est l'État. Laissons l'État de côté, mais retenons la conclusion — car elle ouvre une porte.

« En souscrivant d'enthousiasme pour les misères vertueuses et attendrissantes, les auditeurs de la radio cherchent sans le savoir à soulager d'abord leur propre misère — notre misère politique. »

J'ai longtemps et souvent réfléchi à cet article — et à « V.E.F. ». Bien sûr, on peut, sans être méchant, reprocher à ceux qui envoient l'un cent francs, l'autre cent mille (c'est arrivé) à Europe, on peut

leur reprocher, que ce soit cent ou cent mille francs, de payer bon marché le droit de se dire, de se croire généreux et « formidables ». Tout le monde a connu quelque vieille dame qui, n'ayant d'amour que pour un canari encagé, rachète à ses propres yeux, à ses seuls yeux, rachète toute sa sécheresse de cœur à chaque fois qu'elle change tendrement l'eau du petit abreuvoir de verre ou verse avec douceur du millet dans la mangeoire. Se racheter, chacun de nous, à un moment ou à un autre, se rachète. A Rouen, la plus belle des tours de la cathédrale s'appelle la Tour de Beurre. On sait pourquoi. Non ? Ouvrons le guide : « La Tour de Beurre (à droite) 77 mètres de hauteur, bâtie de 1485 à 1507, par Guillaume Pontis, puis par Jacques Leroux... avec l'argent des dispenses accordées aux fidèles pour l'usage du beurre en carême. »

Voilà pour la Tour de Beurre. Peut-on dire que « V.E.F. » soit une Tour de Beurre ? Ou que la Tour de Beurre soit laide parce que tel a été son financement ? Pourquoi, en ce qui concerne « V.E.F. », ne pas constater que X ou Y a certes voulu « se racheter », mais que c'est *ensemble* que des centaines de milliers d'auditeurs ont voulu être une force agissante ? Cela n'a-t-il pas compté beaucoup plus qu'une sorte de brevet de bonté ? ou un titre d'orgueil ?

Dans « Vous êtes formidables » le mot à souligner n'est pas formidables. Le mot qui compte, c'est

vous, « Nous », pour les auditeurs. La communion, L'adhésion. La massivité.

Et, oui, comme Jean-Marie Domenach, je crois que c'est une solution au vide politique. Le hasard a voulu que j'en aie entendu (sans la comprendre tout de suite) une excellente démonstration dans ce Budapest où, justement, quatre ans plus tôt, en 56, un avion de « V.E.F. » apportait vivres, médicaments et vêtements. Quatre ans plus tard, j'y vais le cœur serré... La curiosité entraîne un journaliste souvent malgré lui. Je trouve le pays triste. Encore « sous le coup ». On me montre nombre de réalisations matérielles, nombre de progrès. Mais je sens, chez les uns et les autres, les blessures mal fermées. Ici, des silences. Là un complexe de culpabilité qui se fait souvent agressif. Cela n'a duré que huit jours. Ma femme et moi n'en pouvions plus. Au retour, nous nous sommes accordé vingt-quatre heures d'escale dans la bourgeoise Amsterdam comme deux plongeurs qui referaient surface.

Cela n'avait duré que huit jours et chaque soir, au dîner, j'avais subi l'assaut des officieux ou des officiels... on ne savait jamais très bien auxquels on avait affaire. Chaque soir, cela se prolongeait pendant des heures. Discussions... discussions... discussions... Et toujours autour du même problème : la liberté.

A distance, je me rends compte que j'avais tort, dans ces discussions, de défendre la liberté plus que

je n'attaquais la contrainte. Il est vrai que la contrainte était cachée. Je ne pouvais la critiquer que là où elle apparaissait : intervention russe en 1956, pas de droit de grève, liste électorale unique.

Un soir, au cours de l'un de mes huit plaidoyers pour la liberté (1), mon adversaire, pour me combattre, me raconte l'histoire que voici et que je mis si longtemps à admettre d'abord, à comprendre ensuite.

Il était, peu auparavant, en voyage. En Suisse. A Zurich, si j'ai bonne mémoire. Et là, dans la rue, il tombe sur quelqu'un qu'il avait connu autrefois, dont il savait qu'il avait été un « contre-révolutionnaire » en octobre 1956 et qu'il s'était enfui.

Il le salue. L'autre lui répond. Il l'entreprind :

— Pourquoi ne rentres-tu pas au pays ?

— Je suis très bien ici.

— Si tu étais bien, m'aurais-tu serré la main ?

— Je gagne deux fois plus qu'à Budapest. Vois le costume que je porte. Ai-je l'air d'avoir faim ?

— Non, mais tu n'as pas l'air heureux.

— J'ai le mal du pays, c'est cela que tu veux me faire dire ?

— Il y a autre chose.

La conversation se poursuit. Pas à pas, sans s'en

(1) Le mot plaidoyer me met sur la piste. Bien informé, si j'avais pu l'être, j'aurais dû non pas *plaider* pour la liberté mais plus souvent *requérir* contre la contrainte.

rendre compte le réfugié recule mais... Mais lorsqu'on m'a rapporté cette conversation, j'ai haussé les épaules. J'ai dit : Allons donc ! Car la fin la voici :

« Oui, il y a autre chose. Il y a que, là-bas, chez nous, j'avais une importance. Ici, je n'en ai pas. J'arrive à l'atelier. Mon bleu est dans un placard métallique. Je le prends. Je l'enfile. Je suis un ouvrier quelconque. Le travail fini, je range mon bleu. Je sors. Dans la rue, je suis un passant quelconque. Quelconque au travail, quelconque dans la rue. Voilà, l'autre chose que je ne supporte pas. Voilà pourquoi je vais rentrer, tu as raison, je vais rentrer au pays. »

Il est rentré... Je ne comprenais pas. Je ne comprenais pas pourquoi. Longtemps après, j'ai compris. Pendant dix ans de sa vie, cet homme avait vécu dans l'atmosphère mythique de la construction du socialisme. Il s'était révolté, mais non pas contre le mythe, contre une forme du mythe. Et, puis de toute façon, une fois à Zurich, il n'avait plus trouvé de mythe du tout. « Ouvrier quelconque, passant quelconque. » On peut même croire qu'il a, aidé par le mal du pays, qu'il a délibérément préféré un mythe dont il avait mesuré le mensonge ou les erreurs, préféré un mensonge ou une erreur collectifs à RIEN.

Bien entendu, le mythe collectif n'a rien à voir avec le socialisme. Tout au long de l'histoire, il y

a eu des mythes collectifs de toutes natures. Il y en a toujours, de toutes natures. Pour qu'ils naissent et s'épanouissent, il suffit qu'ils ne soient pas en contradiction avec les forces économiques et sociales contemporaines ; disons, pour simplifier, avec le progrès. Le mythe, ce peut être une royauté noire créée de toutes pièces sur quelque lambeau du Congo, ou la volonté de vivre d'Israël où toutes les formes de propriété imaginables coexistent, remarquons-le, à l'intention des marxistes.

Comme la convergence des classes, à laquelle nous assistons chez nous et comme la réhabilitation du travail sont, toutes deux, des affaires de longue durée, comme il n'est pas sûr qu'aucune des deux soit jamais complète, comme on peut penser qu'il y aura toujours des « manœuvres balai » et, par conséquent, des hommes qui auront du mal à aimer leur travail, toujours des derniers de la classe, toujours des lanternes rouges, alors, il est tentant de substituer à cette adhésion générale au travail, lointaine ou impossible (du moins à 100 %), tentant de lui substituer une adhésion non plus rationnelle (1) mais mythique et immédiate. Les mythes sont, en somme, des raccourcis. Le raccourci, cette foi collective, que pourraient-ils être chez nous ? Fallait-il prendre le général de Gaulle au mot lorsque

(1) Rationnelle et faite d'une addition d'adhésions individuelles — donc pas collective.

parlant du IV^e Plan, il disait un jour de mai 1961 : « Il faut que le plan de développement national... devienne une institution essentielle, qu'elle soit plus puissante par ses moyens d'action, plus ouverte à la collaboration des organismes qualifiés de la science, de l'économie, de la technique et du travail, plus populaire quant à l'intérêt que son œuvre doit susciter dans notre pays tout entier... (qu'il) revête pour tous les Français un caractère d'ardente obligation. Bref, il faut que ce gigantesque renouvellement soit la grande affaire et l'ambition capitale de la France. »

Fallait-il le prendre au mot ? L'eussions-nous fait que nous n'aurions pas tardé à être déniaisés.

Cinq mois plus tard, le général de Gaulle va au Conseil économique. Les journalistes s'y pressent. Chaque groupe du Conseil envoie un orateur à la tribune. C'est, dans l'ensemble, triste et terne... Les journalistes, pour tromper leur faim, se demandent si, à la tribune, le représentant de la C.G.T. sera Lebrun ou Caille. C'est le seul « suspens ». Lebrun, ce sera de l'opposition constructive. Caille : ce sera non au plan du « Gouvernement des Monopoles ». C'est Caille.

De Gaulle parle à son tour. Le souffle n'y est pas. Le mythe ne prend pas vie. C'est raté.

J'étais peu auparavant, peu avant cette terne séance, en tête-à-tête avec M. Massé, commissaire général au Plan. Je m'en ouvre à lui : je souhaite

un romantisme du plan. Le Rhin-Rhône, par exemple, voilà qui parle à l'imagination : les péniches hollandaises défilant au pied de Nuits-Saint-Georges. Non ? Or, dans le IV^e Plan, pas le moindre Rhin-Rhône. — « Je comprends votre besoin d'enthousiasme mais pourquoi le Rhin-Rhône?... » et il m'explique longuement, sagement, pourquoi cela paraît un projet incertain. En retard, peut-être, même. J'avance une comparaison qui l'amuse :

— Jeune, je rêvais d'une traction avant et je n'en avais pas l'argent. Je l'ai aujourd'hui : mais ce n'est plus le temps d'acheter une traction avant. C'est fini. Alors, ce Rhin-Rhône, ce serait une traction avant trop tard, un vieux rêve insatisfait ?

— C'est possible. Et puis, surtout, il y a tant d'autres choses à faire.

— Je sais mais où est le spectaculaire ? A force de vouloir être raisonnable, n'est-on pas déraisonnable ? Les autoroutes juste pour sortir des villes ou y entrer, c'est raisonnable. Ça ne chauffe pas le cœur.

Oui, il comprend. Mais le *déraisonnable nécessaire*, est-ce de son ressort ? Le *déraisonnable nécessaire*, n'est-ce pas de la politique ?

Je repars, déçu et riche pourtant d'une nouvelle vérité ; le *déraisonnable nécessaire*. La voici la bonne route, le voici le mythe. Dans le concret : n'importe quel Rhin-Rhône, oui. Dresser la liste de tous les Rhin-Rhône et les réaliser. C'était déraisonnable

aussi de bâtir Chartres. En ce temps-là, aussi, il y avait tant de choses à faire ailleurs.

Une politique concrète. Une politique exemplaire, au sens de « faite d'exemples », faite d'objectifs choisis et atteints ensemble. Une politique à la vous-êtes-formidables. Pour la mettre en route pas question de créer, quelque nouvelle organisation. Tous les groupes (1) qui sont nés en France depuis 1958 ont montré partiellement la voie : celle de l'action indirecte, de l'influence, des éminences grises. Au maximum : une nouvelle franc-maçonnerie. Le levain travaillera la pâte. Pour principe : tout ce qui aide à la convergence est bon ; tout ce qui s'y oppose est mauvais. Convergence nationale, convergence européenne, convergence Est-Ouest — avec un seul phénomène contradictoire : la Chine... Il faut pousser à la roue.

Je vais m'y mettre moi-même sur-le-champ ; ce tour de France, de la France au travail, que j'ai ébauché pour moi, que je n'ai pu faire comme je le voulais, je vais essayer de le rendre possible pour d'autres. Pour les enfants. Je vais essayer de lancer le Tour de France de Mille Enfants. Mille petites pierres pour commencer à bâtir le mythe. Le temps que j'ai pu consacrer à cela, ce n'est pas croyable. Et puis, on est mal à l'aise, à demi-suspect, lors-

(1) Club Jean Moulin, Rencontres, *Patrie et Progrès*. Et d'autres.

qu'on cède à une foi avant les autres : « Non. Mais qu'est-ce qui lui prend à ce gars-là ? »

« C'est un ambitieux » disent les politiques. Ou encore : « Un déviationniste ». « Un hérétique ». « Un traître ». « Un fasciste ». « Un communiste ».

En revanche, ailleurs, c'est oui. Tout de suite. Et voici que tout s'enchaîne. La S.N.C.F., les Charbonnages, Renault, l'E.D.F., le Plan, les organisations de jeunes. Ça va se faire, mon Tour de France de Mille Enfants. Un jour ou l'autre. Et jamais, personne au monde ne sera plus fier, plus heureux que moi, le jour où ce sera fait (1).

*
* *

Les mains de vos pères et de vos frères ont dressé les tours de la Centrale de Carling ; sous terre, le charbon a écrasé leurs poitrines ; dans le ciel, voici l'avion qu'ils ont dessiné.

Voici...

Voici votre pays, voici l'aventure technique, voici l'Europe et voici la terre.

Si vous les aimez, votre pays, la terre, ils seront à vous. Aucun d'entre vous ne sera séparé. Aucune

(1) On verra ci-après la circulaire du ministre de l'Éducation nationale à ce sujet. Les « Mille » sont devenus 90. C'est peu et puis trop officiel à mon goût... mais il fallait bien commencer.

lanterne rouge. Ce qui est mal, vous l'effacerez. Ce qui est bien, vous l'assurerez.

Votre pays, vous l'aurez vu. Un jour, ce sera l'Europe que vous verrez. Plus tard, la Terre... Savez-vous ce que Titov a dit après en avoir fait dix-huit fois le tour dans son spoutnik ?

« Je savais qu'il existe cette chose qu'on appelle le mal du pays, mais ce fut autre chose : le mal de la terre. Je ne sais pas comment appeler cela. Mais je sais que ça existe » (1).

(1) *La Pravda*, 10 avril 1961.

APPENDICES

Quelques documents sur le Tour de France de 90 enfants

Au micro, le 15 juin 1962, 8 h. 30.

Se tourner vers l'avenir, c'est comme si on ouvrait une fenêtre : respirez, voici de l'air frais... J'hésite ce matin, pour des tas de raisons. Allons-y tout de même. Je sais qu'hier au commissariat au Plan, on a mis en chantier un projet auquel, je ne vous le cacherai pas, j'avais consacré mes heures de liberté. Faire faire à une centaine d'enfants le tour de leur pays, leur montrer ce que leurs aînés ont fait, ce qui sera à eux demain. Le tour du propriétaire... je crois qu'ils seront 90 à le faire bientôt pour la première fois, un par département.

Un par département, c'est peu, bien sûr, alors que chaque classe d'âge dépasse désormais les 800 000... Mais c'est un commencement... Je vous en reparlerai... N'est-ce pas que c'est une bouffée d'air frais ?

Les Échos, 22 juin 1962.

EDITORIAL

Le privilège des vacances.

Ce sentiment de satisfaction que nous éprouvons à l'idée que tous les Français vont, comme nous, prendre des vacances est injustifié.

Les vacances de plein repos n'existent que pour un peu plus d'un tiers des Français (37%).

Les autres, ou bien les passent chez eux, surtout à la campagne et dans les petites villes, ou bien en profitent pour faire des remplacements et améliorer leur budget.

La raison principale de cet état de choses est que les vacances coûtent trop cher par rapport aux bas salaires.

Prenons un exemple. Petit garçon, je croisais dans ma rue des affiches des chemins de fer du Nord. Elles s'intitulaient « Trains de plaisir » et offraient l'aller et retour au Tréport en 3^e classe, en une journée, au prix de 5 francs.

Cinq francs est le quart d'un louis, lequel vaut 4 000 AF. Le train de plaisir coûtait donc 1 000 AF. La semaine passée, la S.N.C.F. offrait le même horaire pour le Tréport au prix de 1 600 AF, en seconde classe, il est vrai.

La comparaison qui se traduit par une augmentation de 60% n'est pas compensée par une augmentation approchante des salaires.

Il n'en reste pas moins que le fait que 63% des Français ne prennent pas de vacances prouve que les bas salaires sont, comme l'indique leur nom, trop bas.

Les vacances restent le privilège d'un tiers — aisé ou riche. On peut faire mieux. *La radio française annonçait triomphalement, il y a dix jours, qu'un écolier français par département (90 en tout) avait été sélectionné pour faire gratuitement son tour de France pendant les vacances.*

Les Japonais, je l'ai déjà dit, font faire le tour partiel du Japon chaque année à 15 millions d'écoliers et écolières. Mais oui!

Emile SERVAN-SCHREIBER.

Les Échos, 23 juin 1962.

Les 90.

— De Claude Terrien, l'éditorialiste d'Europe n° 1, à la suite de l'éditorial E. S.-S. d'hier : « Le privilège des vacances. »

Quelle mauvaise surprise en vous lisant ce matin ! « La radio française annonçait triomphalement, il y a dix jours, qu'un écolier français par département (90 en tout) avait été sélectionné pour faire gratuitement son tour de France pendant les vacances. »

La « Radio française », c'est en tout et pour tout votre humble serviteur à son micro d'Europe n° 1.

Si j'ai triomphé, c'est que je suis arrivé pratiquement tout seul à ce modeste résultat, car l'idée était mon idée. Non pas que j'éprouve quelque sentiment de propriété.

Tout au contraire ma plus grande joie a été de voir « mon idée » devenir celle de la S.N.C.F., d'Air France, de Renault, de la Chambre de la sidérurgie et d'autres. Pas assez nombreux pour tout faire. Mais quoi, ce sera un premier essai, un essai sur modèle réduit !

Le ton de votre éditorial, le regret que vous exprimez qu'il ne s'agisse pas comme au Japon de milliers d'écoliers, tout cela, je l'approuve sans réserves. La difficulté, c'était de passer dès le début entre deux écueils : le publicitaire et le gouvernemental. Oui, c'est pour cela que tout a été difficile. Il ne faut pas nous le reprocher. Je suis persuadé tout au contraire qu'ainsi mieux informé vous saurez nous encourager et nous aider, justement, à ajouter autant de zéros que possible à ce 90 qui, bien sûr, nous laissera sur notre faim.

Que le gouvernement avec ses puissants moyens imite l'excellente initiative individuelle, mais nécessairement limitée, de mon confrère Claude Terrien et nous serons sur la bonne voie.

E. S.-S.

Au micro, 6 juillet 1962, 8 h. 30.

Hier, au commissariat au Plan, adoption définitive du programme du Tour de France que 90 garçons de 15 ans feront au début septembre. Ce sera un tour de la France au travail... La S.N.C.F. leur montrera ce qu'elle a fait de mieux. Les Houillères de Lorraine, la sidérurgie, l'E.D.F. (l'usine de Roseland), l'énergie atomique, les raffineries de Lavera, Lacq, Orly, la Caravelle, Renault. Bref, le tour du propriétaire.

Tout cela était difficile à organiser — et 90 enfants c'est peu. Mais quelle joie, j'aurai, dans mon coin, à penser à eux... parce que, tout de même, c'est moi qui ai eu cette idée-là, et je dirai un jour pourquoi...

Ça tiendrait mal en deux mots : faute d'empire... bien sûr, mais aussi, confiance dans notre utilité à tous pour arriver à quelque chose de mieux.

*
* *

Entreprises, 21 juillet 1962.

Une idée heureuse, dont Claude Terrien s'est fait le promoteur, est en train d'aboutir : celle de faire faire à des enfants un tour de France des réalisations économiques et notamment industrielles ou des grands projets. De Lacq à Saclay, de Saint-Avoid à Flins, 90 garçons de quinze et seize ans vont faire connaissance avec leur pays. Ce sera une première expérience. Toute initiative allant en ce sens mérite d'être encouragée. Les industriels devraient ouvrir grandes leurs portes. Ce faisant, ils aideraient les jeunes à être de leur temps, à s'intéresser à son mouvement, à croire aux possibilités de leurs pays, à acquérir, s'ils ne l'ont pas déjà, le goût de l'industrie, à se préparer non seulement à être utiles à la collectivité mais à vivre heureux dans leur peau de citoyens de l'ère technique.

Michel DRANCOURT.

Sur le Plan officiel.

MINISTÈRE
de
L'ÉDUCATION NATIONALE
—
Direction
de
L'Administration Générale
—
Sous-Direction des
Affaires Générales
DAG/AG n° 975

Paris, le 21 juin 1962.

*Le ministre de l'Éducation nationale
à messieurs les Inspecteurs d'Académie,
à messieurs les Recteurs
(pour information).*

Objet : Tour de France de 90 enfants.

Le Commissaire général au Plan vient de me proposer d'organiser, du 7 au 18 septembre 1962, un voyage collectif à travers la France auquel seront conviés 90 jeunes garçons, âgés de quinze ou seize ans, choisis, à raison d'un par département, parmi les élèves des établissements d'enseignement public.

Ce Tour de France, destiné à montrer en détail aux jeunes voyageurs des réalisations, achevées et porteuses d'avenir, dans le cadre du 4^e Plan national de développement économique et social, comportera des étapes à Lacq, au port pétrolier de Lavera près de Marseille, au barrage de Roselend près d'Al-

bertville, à Saint-Avold et à Thionville où seront visités les houillères de Lorraine et le bassin sidérurgique.

Le voyage débutera et se terminera à Paris, où les enfants verront une gare de triage, l'usine de Flins, le Centre de Saclay et l'aéroport d'Orly.

Pendant tout le voyage, les frais de séjour, de déplacement et d'assurances seront entièrement à la charge des organisateurs et les enfants devront uniquement faire l'avance du montant de leur billet d'aller et de retour de leur lieu de résidence jusqu'à Paris. Ce montant leur sera d'ailleurs très rapidement remboursé.

Étant donné l'intérêt exceptionnel de ce Tour de France et l'enrichissement qu'il doit apporter à de jeunes esprits, il importe que le candidat désigné pour chaque département soit choisi parmi ceux qui pourront le mieux bénéficier de ce voyage. A qualités égales, la préférence devra être donnée à un garçon de famille modeste, et pour qui ce périple constituera une heureuse chance de voir et de comprendre les grandes réalisations françaises.

Les enfants seront constamment accompagnés par des maîtres qualifiés pour les encadrer, et les visites des différentes installations seront effectuées spécialement à leur intention sous la direction des techniciens locaux.

Je demande à MM. les Inspecteurs d'Académie de faire connaître avant le 1^{er} juillet 1962 à la sous-direction des Affaires générales le nom et l'adresse du candidat choisi, avec l'accord de ses parents, pour représenter son département.

Des instructions ultérieures seront données sur les modalités du voyage, dont les étapes seront étudiées pour le rendre aussi peu fatigant et aussi instructif que possible.

J'attire votre attention sur l'importance pédagogique et culturelle de cette entreprise et je vous prie de procéder avec le plus grand soin à la désignation du candidat de votre département, afin que ce soit véritablement une jeune élite intellectuelle, particulièrement réceptive et enthousiaste qui accomplisse ce Tour de France du progrès et de l'avenir.

P. SUDREAU.

L'exemple lorrain.

UNION PATRONALE
INTERPROFESSIONNELLE
DES INDUSTRIES DE MOSELLE
U.P.I.M.

—
Siège social : METZ
48, Place Mazelle

—
BANQUE DE L'EST
C. C. P. Strasbourg 101.690
TÉL. 68-50-65 et 68-50-66
Co — FM/MX

Metz, le 23 juin 1962.

*Europe n° 1,
Service des Informations,
26, rue François-I^{er} (Paris, VIII^e).*

Messieurs,

Afin de faire connaître aux jeunes étudiants des lycées et collèges du département de la Moselle les industries qui font la richesse économique de notre région, nous avons organisé pour la deuxième fois cette année, en collaboration avec la Chambre syndicale de la Sidérurgie de Moselle et les Houillères du bassin de Lorraine, un concours sur le thème « Connaissance de l'Industrie mosellane ».

Ce concours a également pour but de développer les relations entre l'Industrie et l'Université, actuellement l'une des préoccupations essentielles du Patronat français.

Ce concours, ouvert à tous les élèves mosellans, garçons et

filles, des classes de première, terminales et propédeutiques, comprenait trois étapes :

- 247 élèves se sont présentés à l'épreuve éliminatoire qui consistait à traiter un sujet dont nous vous adressons le texte en annexe.
- les 107 candidats retenus ont visité chacun trois usines : une réalisation des Houillères, une usine sidérurgique et une usine de transformation.
- Après une épreuve finale, où les candidats devaient traiter au choix, l'un des quatre sujets dont nous vous joignons le texte, 23 lauréats ont été sélectionnés.

La distribution des prix aux lauréats aura lieu le :

Samedi 30 juin 1962 à 9 h. 45.

dans le Grand Salon de l'Hôtel de Ville de Metz.

Connaissant l'intérêt que vous portez aux problèmes des jeunes, nous vous adressons une invitation pour cette cérémonie, et nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

CONCOURS
« CONNAISSANCE
DE L'INDUSTRIE MOSELLANE
—
Année 1962

Épreuve finale

Jeudi 3 mai 1962.

Durée de l'épreuve : 4 heures.

Vous pouvez traiter l'un des quatre sujets ci-dessous en six pages maximum (1 feuille et demie de copie d'examen).

Vous indiquerez :

- *dans le coin droit de la feuille destiné à être cacheté* : vos nom, prénoms, établissement fréquenté ;
- *de façon apparente* :
 - Concours « Connaissance de l'Industrie mosellane », année 1962,
 - Épreuve finale,
 - Élève de la classe de...
 - Numéro du sujet traité,
 - Nom des trois usines visitées à l'occasion de ce concours.

Premier sujet :

Après les trois visites que vous venez de faire, quelle industrie mosellane a votre préférence ? Pourquoi ? Qu'aimeriez-vous y faire ?

Deuxième sujet :

Au cours de vos visites en usines, certaines observations ont retenu plus particulièrement votre attention, que ce soit sur le plan scientifique, technique, social ou humain.

Ces observations ont certainement été pour vous matière à réflexion, à examen analytique et critique. Peut-être même vous ont-elles conduit à un effort d'imagination vers le mieux.

En exposant les considérations auxquelles vous vous êtes ainsi livré, dites si elles ne vous ont pas permis de déceler en vous une préférence de vos dispositions d'esprit ou de votre goût pour certains travaux, et, pourquoi pas, si cette préférence ne vous semblerait pas même une ouverture vers une certaine vocation.

Troisième sujet :

Avant 1850 la population vivant du travail de la terre était de 75 % environ de la population totale. En raison du développement de l'industrie, ce pourcentage est tombé à 25 % environ, et il décroîtra encore.

À votre avis, à quoi est dû ce phénomène ?

Quelles en sont les conséquences sur :

- la vie de la société et son organisation,
- la responsabilité que cette transformation représente pour l'industrie,
- l'évolution de la civilisation.

Quatrième sujet :

Estimez-vous que le rythme actuel de l'expansion mosellane soit un facteur de développement moral pour les habitants de ce département ?

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
I. — Trois hommes sur une locomotive.....	17
II. — Mon téléphone répond à vos questions.....	26
III. — Cinq anciens présidents du Conseil sur la sellette	38
IV. — <i>L'Humanité</i> répond au <i>Figaro</i>	52
V. — Un bâton de maréchal dans sa giberne.....	64
VI. — Mon docteur gribouille (sur ses genoux) une ordonnance sociale	72
VII. — L'homme au cigare entre les dents n'est pas celui qu'on pense	80
VIII. — Alsthom, ce poète.....	87
IX. — A quel saint se vouer ?.....	96
X. — « V.E.F. ».....	104
APPENDICES : Quelques documents sur le Tour de France de 90 enfants.....	117

Dépôt légal : 1963.
 Mise en vente : 1963.
 Numéro de publication : 8814.
 Numéro d'impression : 9146.
 Nouveau tirage : 1963.